

LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - N° 252

MONTREAL, LE MARDI 29 OCTOBRE 1996

88¢ + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

L'ingénieur infatigable

Pédagogue, mandarin, sénateur, Arthur Tremblay a fait un long et fructueux cheminement avant de finir par dire OUI, l'an dernier, pour occulter le NON de l'autre...

Si le Québec a fini par se doter d'un ministère de l'Éducation, en mai 1964 — en dépit de l'engagement contraire du premier ministre Jean Lesage — il le doit en très grande partie à Arthur Tremblay, décédé dimanche à 79 ans. Dès les années 1950, à titre de pédagogue et de président des professeurs de l'Université Laval, ce disciple du Père Lévesque préconisait la transformation et la modernisation d'un système d'éducation dont on prétendait qu'il était le meilleur au monde.

Comme conseiller, il avait fait valoir ses projets, innovateurs et audacieux, auprès de la Commission d'enquête du juge Tremblay sur la Constitution. Restés lettre morte, ses projets l'avaient mis en contact avec un jeune et brillant avocat, conseiller des commissions scolaires et des collèges classiques, qui rêvait aussi d'aggiornamento. Aussi, quand Paul Gérin-Lajoie est nommé ministre de la Jeunesse (et de l'Éducation, sans le nom) dans le Cabinet Lesage, en juillet 1960, il recrute immédiatement Arthur Tremblay comme conseiller spécial (sous-ministre, sans le titre). En même temps que la Commission d'enquête Parent se met à l'œuvre, un vent de réformes souffle sur le Québec.

Sous l'influence d'une demi-douzaine de ministres — l'équipe du tonnerre — et d'une poignée de jeunes et ambitieux mandarins — les deux Bélanger, les trois Martin, les deux Marier, les deux Tremblay, Jacques Parizeau, Claude Morin — ça bouge partout. En éducation surtout — l'œuvre la plus durable de cette ère fébrile — sous la férule discrète et obstinée du «Roi Arthur», les structures vermoulues sautent; à coups de tournées et de projet de loi 60, le ministère est créé de toutes pièces; la démocratisation pointe son nez et, avec l'opération 55, l'accessibilité, enfin, aux études supérieures pour le plus grand nombre, non seulement pour les «happy few».

Certes, il y a eu des erreurs, des dérapages même. Mais ce qui a été fait durant cette décennie devait l'être, ainsi que les plus grands détracteurs des réformes ont dû le reconnaître. Début 1966, en pleine Assemblée législative, Daniel Johnson exige carrément la démission d'Arthur Tremblay; pour le chef de l'opposition unioniste, il incarnait tout le mal, le péril jaune, la déchéance, quoi. Devenu premier ministre, M. Johnson garde non seulement M. Tremblay au service de l'État naissant, mais également les autres jeunes technocrates. Plusieurs craignent le retour en force des dinosaures et des rétrogrades, mais M. Lesage leur avait conseillé d'attendre au moins de voir comment ça évoluerait. C'est ainsi qu'est née la fonction publique, assurant la permanence des acquis fragiles et la continuité d'un demi-État en gestation.

Ayant amorcé les réformes de structures avec P. G.-L., M. Tremblay les a poursuivies avec Jean-Jacques Bertrand comme ministre, notamment pour l'implantation des cégeps, de l'Université du Québec. Après 15 ans de besogne ardue et délicate, l'artisan pouvait passer le flambeau, la relève était bonne et abondante. Selon la formule utilisée par Louis Bernard, si le fonctionnaire est au politicien ce que l'ingénieur est à l'architecte, M. Tremblay aura contribué puissamment à l'élaboration et à la mise en œuvre de réformes essentielles. Dans l'ombre qui sied à l'artisan, laissant la vedette et les mérites aux élus.

Durant quelques années encore, il fut sous-ministre (OPDQ, Affaires intergouvernementales où il succéda à Claude Morin en 1971); mais la prise du pouvoir par le PQ, en novembre 1976, l'expédia dans un premier «sénat», celui de l'ENAP. Ayant bien servi sous cinq premiers ministres, l'âge de la retraite semblait sonner pour ce vaillant mandarin. Pourtant, c'est là que Joe Clark, éphémère premier ministre en 1979 (le visionnaire du Canada des communautés), alla le cueillir pour en faire un conseiller privilégié en matières québécoises et constitutionnelles. Comme sénateur, pendant 15 ans, M. Tremblay, fédéraliste bon teint, fera de son mieux pour faire comprendre et agréer la spécificité québécoise. De Meech à Charlottetown, d'un comité à l'autre, il voguera d'une désillusion à l'autre.

Patent comme un authentique Bleuet du Lac-Saint-Jean, parvenu finalement à la retraite obligatoire, à 75 ans, il a dû se résoudre sereinement, l'an dernier, à dire OUI à la question référendaire. Non pas pour briser ce qui ne peut et ne doit pas l'être, mais pour forcer enfin l'émergence d'une vraie fédération canadienne, permettant ainsi au Québec de s'émanciper du fédéralisme de tutelle et dominateur. Il s'en est expliqué longuement, avec minutie, dans ce qu'il appelait modestement un «document de soutien», ultime exercice pédagogique.

Sa première (à l'Université Laval) et sa troisième carrière (à Ottawa) ont certes été productives, mais l'éducateur réformateur des années 60 aura surtout laissé une œuvre indélébile. Ce qui ne l'empêchait nullement, avec lucidité et perspicacité, d'imaginer des ajustements sur la scolarisation qualitative et de proposer des révisions sur les apprentissages, de concert avec de vieux et précieux camarades, notamment le Frère Untel (Jean-Paul Desbiens en fait état dans *Les Années novembre*). L'ingénieur social ne pouvait se résoudre au repos; jusqu'à la fin, il aura rectifié le tir, récapitulant succès et échecs, en tirant des leçons pour les générations montantes.

Modestement, avec ténacité, il aura ouvert des chantiers, accompagné d'énormes transformations et semé de l'espoir.



MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé avec passages nuageux.
Max: 11 Min: 4

Détails, page B 6

INDEX

Agenda B 6 Idées A 9
Annonces B 6 Le monde B 5
Avis publics .. B 4 Les sports B 4
Bourse B 3 Montréal A 3
Culture B 8 Mots croisés.. B 4
Économie B 2 Politique A 6
Éditorial A 8 Télévision B 7

MONTREAL

Pierre Bourque déçoit
les Montréalais,
page A 3



LE MONDE

Ross rentre à Washington,
Arafat consulte
les Européens, page A 6



ÉCONOMIE

Paul Martin prévoit
une croissance sans
précédent, page B 2

Nouvelle facture de 100 millions pour le réseau de la santé

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Le réseau de la santé subit un nouvel assaut. Le ministre de la Santé, Jean Rochon, a décidé de faire assumer par les régies régionales de la santé un manque à gagner de 100 millions sur les 200 millions que devait rapporter le nouveau programme d'assurance-médicament.

Signée de la main du ministre, une lettre envoyée la semaine dernière à chacune des régies de la santé les presse de racler leurs fonds de tiroirs pour trouver 100 millions

de dollars au cours des cinq prochains mois. Pour la seule région de Montréal, cette facture-surprise atteint 42 millions que les administrateurs devront dénicher d'ici la fin de l'année financière 1996-97.

Tout cela, parce que le nouveau programme d'assurance-médicament mis en place en août dernier par le gouvernement Bouchard n'a rapporté que la moitié des 200 millions de revenus escomptés.

Au cabinet du ministre Rochon, on affirmait hier que cette nouvelle réduction n'était pas une «compression», mais un rééquilibrage ponctuel des dépenses du ministè-

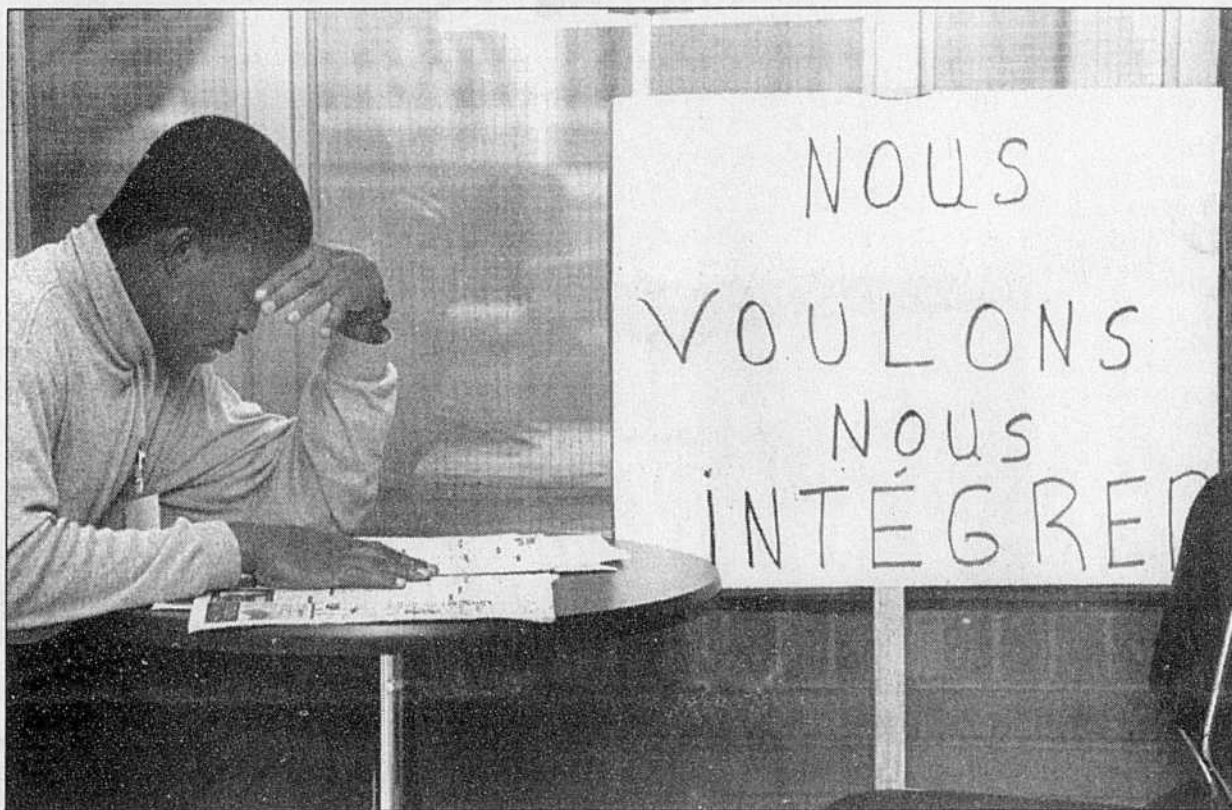
re. «Si on veut arriver à livrer la marchandise prévue pour mars 1997, le ministère doit trouver 100 millions ailleurs, mais ça ne change pas la quote-part que doit fournir le secteur de la santé pour assainir les finances», a soutenu hier l'attaché de presse du ministre Rochon, Martin Caillé.

Les régies ont eu deux semaines pour répondre à la commande du ministre Rochon et doivent faire parvenir leurs propositions d'ici la fin du mois.

Comment retrancher pareille somme au moment où

VOIR PAGE A 10: FACTURE

Pour la diversité culturelle



CHRISTIAN GUAY, LE DEVOIR

DIFFICILE, l'intégration des immigrants au Québec? Deux Québécois sur trois sont ouverts à la diversité culturelle et sont satisfaits du nombre d'immigrants qui arrivent ici annuellement, indique un sondage rendu public hier par le ministre québécois des Relations avec les citoyens, André Boisclair. Lire nos informations en page A 4.

Pèlerinage à La Mecque de la révolution

Soixante ans après la Longue Marche, le refuge de Mao a du mal à s'arracher au mythe

FRANCIS DERON
LE MONDE

Yanan — Se rendre, de nos jours, à La Mecque de la révolution chinoise ne revient pas seulement à parcourir le long et étroit défilé, digne d'un film épique, qui mène, à travers un paysage de coupe-gorge, à cette bourgade largement endormie. C'est aussi dans une bonne mesure, quand on vient de la Chine du «miracle» économique, remonter le temps, par certains aspects, jusqu'aux années 60.

Même à l'intérieur du pays, peu de villes de Chine de cette importance (350 000 habitants) sont restées à ce point enclavées dans l'arriération du communisme — système qui trouva ici son berceau chinois. D'emblée, la cité, chef-lieu d'un district d'un million et demi de paysans qui l'alimentent, s'affiche comme un musée. Les immeubles en brique rouge à quatre étages, d'inspiration soviétique, décatés, aux balcons servant de remises, et les constructions plus anciennes, en brique grise, au vague cachet pré-communiste, sont alignés le long du maigre filet d'eau qu'est devenue la rivière Yan, affluent du fleuve Jaune. Seul signe de modernité, les antennes paraboliques de télévision par satellite, qui permettent de recevoir les émissions nationales ou étrangères, fichées en champignons blancs incongrus sur cet univers passablement décrépit. Il a fallu à Mao Zedong et à ses compagnons parcourir des milliers de kilomètres avec leurs troupes, à partir de 1934, après avoir dû évacuer leur base méridionale du Jiangxi sous la pression de l'armée de Tchiang Kai-chek, pour gagner ce repaire dont ils feraient le tremplin d'un nouveau «soviét». C'est cette saga que célèbre le régime actuel, à la recherche d'une légitimité historique. Une légende grosse de mythes.

VOIR PAGE A 10: MAO



Exclusif au Devoir

Jacques Parizeau fait le bilan du référendum

Jacques Parizeau commentera demain, pour la première fois depuis son retrait de la vie publique, l'actualité politique québécoise. Dans un texte que publiera en exclusivité *Le Devoir*, l'ancien premier ministre du Québec reviendra sur le référendum du 30 octobre 1995 dont ce sera alors le premier anniversaire et fera le point sur l'avenir du Québec. Un rendez-vous à ne pas manquer.



J. Parizeau

■ À lire dans notre édition de demain

Cliche s'entend avec les producteurs agricoles

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le ministre de l'Environnement et de la Faune (MEF), David Cliche, a confirmé hier au *Devoir* des informations obtenues d'autres sources voulant que Québec ait conclu la semaine dernière une entente à peu près complète avec l'Union des producteurs agricoles (UPA) sur trois importantes questions, y compris sur l'épineux problème des odeurs associées aux épandages.

Les premières indications obtenues à ce sujet, mais non vérifiées, faisaient état de nouvelles discussions directes entre l'UPA et le bureau du premier ministre Lucien Bouchard, qui auraient abouti à une nouvelle entente sur les sujets en litige.

Le ministre Cliche a une version différente de cette nouvelle négociation, laquelle fait suite à une autre, intervenue, il y a quelques semaines, entre des adjoints du premier ministre Lucien Bouchard et l'UPA. Cette entente devait par la suite relancer les discussions directes entre

VOIR PAGE A 10: ENTENTE

Lire aussi en page A 5

■ Cliche met sa tête sur le billot

425 acteurs, plus de 100 projets

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Ce ne sont pas moins de 425 éminences grises ou acteurs influents de la scène socioéconomique du Québec qui participeront à compter de ce soir au Sommet sur l'économie et l'emploi qui aura favorisé jusqu'ici la confection de plus de 100 projets. Ce sommet, que le premier ministre Lucien Bouchard inaugurera à Montréal par un discours, se terminera vendredi.

De tous les organismes appelés à participer à cet exercice visant avant tout la création d'emplois, ceux qui représentent les dirigeants d'entreprises ont été les plus actifs en multipliant interventions publiques.

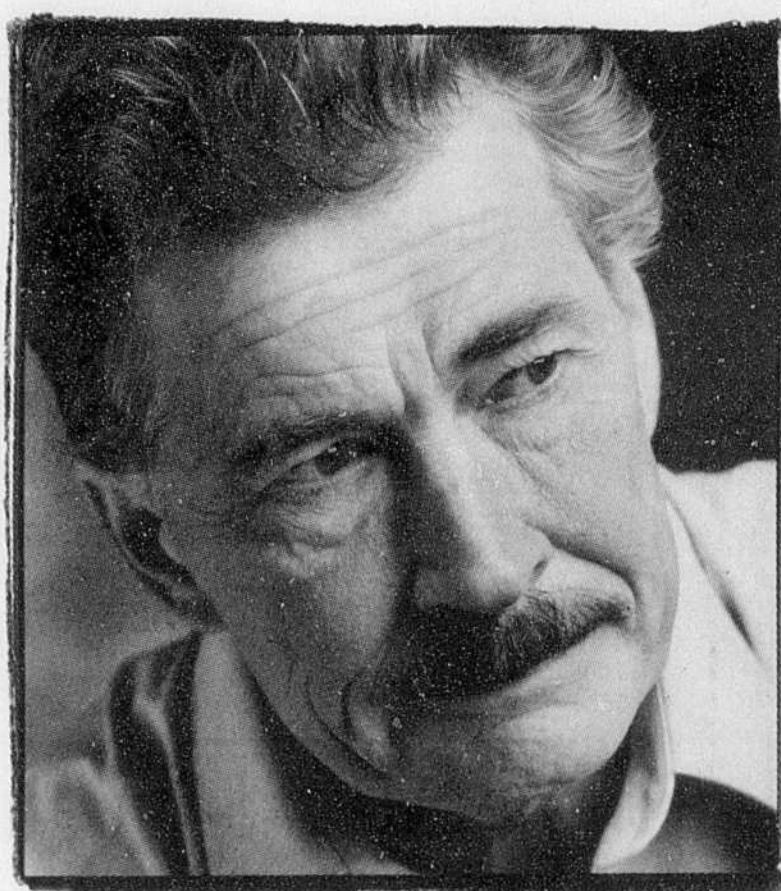
Hier encore, l'Association des manufacturiers du Québec a produit un document écrit faisant état des irritants qui, selon cet organisme, ne sont pas de nature à encourager la création de postes. Fort d'un sondage effectué par la firme Léger & Léger auprès de ses membres, l'AMQ a indiqué que le gouvernement Bouchard ne devait faire aucune entorse au but fixé en matière budgétaire. En un mot comme en mille, tout passe par une réduction draconienne des dépenses publiques.

Tout passe par ce rééquilibrage du budget de l'État mais également par une baisse prononcée de la taxe sur la masse salariale et une diminution toute prononcée de la taxe sur la capital. Selon le président de l'AMQ, Gérard A. Ponton, cet assouplissement généralisé rehausserait d'au-

VOIR PAGE A 10: SOMMET

SOMMET
SOCIO
ÉCONO
MIQUE

Si j'avais une job...



EN MATIÈRE D'EMPLOI, NOUS N'ACCEPTEERONS PAS LE CONDITIONNEL

Les centrales syndicales ont déposé un plan d'action qui permettrait presque de doubler les 40 000 emplois qui se créent chaque année au Québec et de réduire le taux de chômage de 12 % à 8 % sur une période de 5 ans.

Lors du Sommet, c'est donc à des engagements fermes en ce sens auxquels nous nous attendons de la part des gouvernements, des sociétés d'État et des entreprises. Des engagements à tout mettre en œuvre pour que de nouveaux emplois se créent, pour que des hommes et des femmes gardent leur emploi ou en retrouvent un.

En matière d'emploi, désolé, le conditionnel,
on ne l'acceptera tout simplement plus.



Conjuguons nos efforts
L'URGENCE, C'EST L'EMPLOI

LE DEVOIR

MONTREAL

État de la réserve collective de sang



La Société canadienne de la Croix-Rouge

Groupe sanguin
O- 26%

Info-collecte: 524-6724

Sondage SOM La Presse-Radio-Canada

Bourque déçoit les Montréalais

LE DEVOIR

Les Montréalais ne sont pas satisfaits de leur maire. C'est du moins ce qui ressort d'un sondage SOM La Presse-Radio-Canada dont une partie des résultats ont été rendus publics hier soir. Ainsi, ce sondage révèle que près de la moitié des Montréalais ne perçoivent aucun changement depuis l'arrivée de Pierre Bourque à la mairie en novembre 1994. Les citoyens portent par ailleurs un jugement sévère sur l'administration Bourque.

Selon le sondage SOM La Presse-Radio-Canada, sur le plan administratif, plus du tiers des Montréalais ne voient aucun changement par rapport à l'administration précédente. En outre, le tiers des répondants jugent que la situation s'est carrément détériorée.

«Il est clair que la tendance générale du sondage est à la morosité, à l'insatisfaction, y compris parmi les gens qui, il y a deux ans maintenant, ont voté pour le maire Bourque», souligne Guy Larocque, de la maison SOM. Faut-il le rappeler, Jean Doré et le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) avaient été chassés de l'hôtel de ville il y a déjà deux ans parce que les Montréalais souhaitaient du changement dans l'administration de leur ville.

En campagne électorale, Pierre Bourque s'était affiché comme un «gestionnaire humaniste» capable d'amener le renouveau tant attendu par les Montréalais. Il promettait

aux citoyens qu'il annihilerait la morosité et qu'il relancerait Montréal, faisant miroiter la promesse d'une administration plus près des citoyens.

Le maire Bourque promettait par ailleurs d'alléger le fardeau fiscal des Montréalais. Mais, en dépit des efforts d'assainissement des finances publiques déployés, 46 % des répondants estiment qu'ils paient toujours trop de taxes par rapport aux services qu'ils reçoivent.

Le maire et son équipe de conseillers sont jugés sévèrement sur la question des relations de travail avec les employés cols bleus. M. Bourque avait promis, lors de son élection, de régler le litige opposant la Ville au Syndicat des cols bleus (SCFP-FTQ) en l'espace de quelques semaines. Après deux ans de négociations et de revirements, le conflit s'enlise toujours. Résultat? Un Montréalais sur deux fait peu ou pas confiance au maire dans le dossier des cols bleus. Pire encore, 44 % de l'électorat de Pierre Bourque partage ce sentiment.

L'administration Bourque s'en tire mieux sur la question de l'entretien des parcs, des espaces verts et du réseau routier. Elle obtient un taux de satisfaction de plus de 50 %.

Au cours des derniers mois, le maire Bourque a répété à plusieurs reprises qu'il avait toujours «la confiance des Montréalais» et qu'il se retirerait de la vie politique le jour où il ne l'aurait plus. En juillet dernier, M. Bourque a annoncé son intention de solliciter un deuxième mandat à la mairie. Il a fait récemment un bilan positif de ses réalisations à la mi-mandat.

Privatisation de l'eau

Des sociétés bien informées

Au moins quatorze firmes d'ici et d'ailleurs ont déjà manifesté leur intérêt

La privatisation de l'eau fait saliver les entreprises privées autant qu'elle inquiète la population montréalaise. Il est vrai que l'administration du maire Pierre Bourque filtre au compte-gouttes les informations.

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Au moins quatorze entreprises québécoises et étrangères ont les yeux tournés vers le projet de privatisation de l'aqueduc montréalais et ont manifesté leur intérêt depuis un an à la Ville de Montréal.

Six firmes de courtages en valeurs mobilières souhaitent avoir voix au chapitre. Il s'agit de la compagnie américaine Merrill Lynch, du Marché des capitaux Scotia (Banque de Nouvelle-Ecosse), de Midland Walwyn, de Lévesque Beaubien Geofrion inc. (Banque Nationale), de Nesbitt Burns (Banque de Montréal) et de RBC Dominion Securities (Banque Royale).

Quatre banques commerciales ont également proposé leurs services: Schroders, Deutsche Morgan Grenfell (d'origine allemande), Capital d'Amérique (Caisse de dépôt et placement) et Hambros (filiale de RBC Dominion Securities).

Deux géants français sont sur les rangs dans la course à la privatisation de l'eau: la Compagnie générale des eaux qui est liée à Power Corporation ainsi que la Lyonnaise des eaux. Le constructeur du barrage sur la rivière Caniapiscou, les constructions du Saint-Laurent, lorgne lui aussi les

conduites d'eau. S'ajoute à cette liste, SNC-Lavalin, qui serait la seule entreprise, selon le document de la Ville, à avoir fait une proposition. Selon les informations recueillies par Le Devoir, il manque au moins une entreprise: Tecsult, la deuxième firme d'ingénierie en importance au Québec.

La liste transmise hier par le cabinet du maire Pierre Bourque, après moult obstacles, montre la difficulté de l'administration à gérer la règle de transparence que l'on prêche dans cet épineux dossier. Bien avant que l'administration municipale n'ait dévoilé sa volonté de s'engager sur la voie du partenariat, le milieu des affaires rôdait déjà autour de l'hôtel de ville: la date à laquelle la majorité des entreprises ont offert leurs services en fait foi (exceptions faites de SNC-Lavalin, Schroders, les constructions du Saint-Laurent et Deutsche Morgan Grenfell).

Épais brouillard

Vraisemblablement, ces entreprises ont une longueur d'avance sur la population quant à l'information disponible. La décision de présenter un livre vert d'ici la fin de l'année sur la gestion de l'eau, décision annoncée vendredi, circulait dans le milieu des affaires depuis longtemps.

Dans ce contexte d'épais brouillard

que semble entretenir le maire Bourque, la Coalition pour un débat public sur l'eau à Montréal réclame une large consultation immédiatement plutôt qu'en janvier prochain. La Coalition, qui regroupe le Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM), le Fonds de solidarité de la FTQ ainsi que les élus de l'opposition à l'hôtel de ville, se montre inquiète devant les intentions municipales. D'autant qu'après avoir promis un débat public pour avril dernier, l'administration l'a reporté en début de 1997.

«Peut-on être dans le coup nous aussi?», s'interroge Marie-Danielle Lapointe, porte-parole du CRIM. Selon Mme Lapointe, aucune démonstration n'a été faite quant à la nécessité d'effectuer une réflexion coûteuse au point de ne pouvoir être assumée par la Ville de Montréal. Non plus, d'ailleurs qu'une économie réelle pour les contribuables.

La sociologue Louise Vandellac qualifie la tendance actuelle à la privatisation de dramatique notamment en regard d'un document sur le sujet (intitulé *Proposition d'un modèle québécois de privatisation des services d'eaux*) préparé en février dernier par le ministère des Affaires municipales. «La lecture que nous autorise à faire le document du ministère, c'est qu'il y a une volonté d'encourager les compagnies d'ingénierie à développer une expertise québécoise pour l'exportation. Aucune information ne permet de croire que la privatisation est dans l'intérêt de la population», soutient Mme Vandellac.

Deux employés de Harvey's assassinés



PRESSE CANADIENNE

DEUX POLICIERS se préparent à entrer dans un restaurant Harvey's du quartier Côte-des-Neiges où un double meurtre a été commis dans la nuit de dimanche à hier. Les policiers du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) poursuivaient toujours leurs recherches, hier, dans le but de retrouver les auteurs de ces crimes. Les victimes sont Guy Desmarais, 44 ans, et Robert Pinto, 32 ans, des employés du restaurant. Les corps des victimes ont été découverts tôt hier matin dans les cuisines de l'établissement par des collègues qui entraient au travail. Un troisième employé, une femme dans la vingtaine, a été blessée grièvement et se trouvait hier dans un état critique à l'hôpital. Selon toute vraisemblance, le vol serait à l'origine de ce drame qui est survenu à la fermeture du commerce.

EN BREF

Les pompiers protestent

(Le Devoir) — C'est toujours la guerre entre les pompiers de Montréal et l'administration Bourque. Quelque 200 pompiers ont manifesté hier devant la caserne 4, qui doit faire l'objet de travaux de rénovation. L'Association des pompiers a dénoncé la fermeture de cette caserne, située dans le quartier Côte-des-Neiges, pour la durée des travaux. Les pompiers avaient proposé de demeurer dans des caravanes, garées à proximité de la caserne, pour dispenser le service à la population. Mais le Service de la prévention des incendies (SPIM) a refusé, déplore le président de l'Association, Gaston Fauvel. «On ne veut pas dépenser un dollar pour maintenir la protection des citoyens», dit-il. Selon M. Fauvel, les pompiers des casernes voisines, la 27 et la 34, n'arriveront pas à respecter les normes quant au temps de réponse. De son côté, la direction du SPIM a fait savoir que le personnel et les deux camions de la caserne 4 seront relocalisés dans les casernes voisines.

Il y aura donc le même nombre de pompiers disponibles pour la durée des travaux. La caserne 4 doit rouvrir ses portes vers la fin de l'année.

Brazeau plaide coupable

(PC) — Sylvain Brazeau a déposé hier un plaidoyer de culpabilité relativement au meurtre de Lyne Breaux, âgée de 25 ans, survenu à Westmount Square le 19 décembre dernier. Le procès devait commencer hier matin mais Brazeau, un père de deux enfants âgé de 32 ans, a décidé de plaider coupable à une accusation de meurtre non prémédité. Les représentations sur sentence auront lieu le 15 novembre. Le cadavre de Lyne Breaux, qui était secrétaire, avait été découvert plusieurs jours après le meurtre dans le réduit d'une cage d'escalier de l'immeuble, enveloppé de papier de soie et d'un sac de plastique. Les funérailles de la jeune femme avaient été célébrées à Moncton, au Nouveau-Brunswick.



Notre nouvelle adresse
1050 ave. Laurier Ouest
...toute une amélioration!
Tilley Endurables

Les meilleurs
vêtements de voyage et
d'aventure au monde



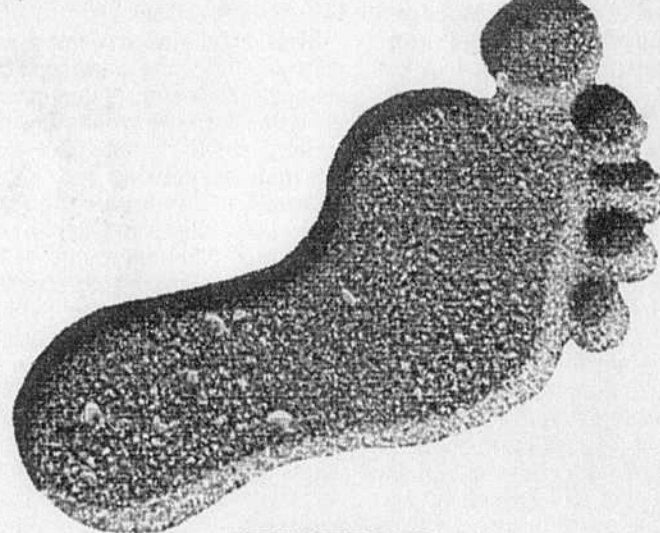
La jupe d'excursion : disponible en kaki, marine ou rouge, 95 \$

Ils sont conçus pour vous procurer le confort, la facilité d'entretien, la durabilité et la sécurité, mais surtout une allure formidable. Nos «durs qui durent» ont des poches secrètes et des poches sécuritaires.

TILLEY ENDURABLES
1050 ave. Laurier Ouest 272-7791
OBTENEZ UN CATALOGUE GRATUIT
EN COMPOSANT LE
1-800-465-4249

Enseignez le français et le reste (politique) viendra par surcroît.

Enseignez le français et le reste (politique) viendra par surcroît. Enseignez le français et le reste (politique) viendra par surcroît.



PISTES 2

128 pages

14,95 \$

Michel David

Collection L'AVENIR
(il y aura 4 tomes par niveau)

Après ces quelques semaines en 4^e année, tu te sens beaucoup plus à l'aise avec tes camarades et ton enseignante ou ton enseignant de français. Tu es sûrement impatient ou impatiente d'explorer d'autres pistes qui te rendront plus habile à communiquer.

Pistes 2 t'offre la chance de mieux connaître les oiseaux de ton pays et les sports. Profites-en pour lire sur ces sujets pour mieux en parler à tes amis et amies.



GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet
Montréal (Québec)
H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923



Le Sommet économique plein écran!

Une analyse solide des enjeux.

Québec plein écran
avec Anne-Marie Dussault

19h

À ne pas manquer à 20h, en direct, le discours d'ouverture du premier ministre Lucien Bouchard.



Télé-Québec
VOYEZ LOIN

• LES ACTUALITÉS •

Ça discute fort à la Banque Laurentienne

L'affrontement redouté quant à l'avenir des caissiers éclate finalement

On le sait depuis longtemps. L'utilisation du guichet automatique menace le travail des caissiers. Or, à la Banque Laurentienne, l'inquiétude atteint en ce moment un sommet. La raison: un récent face-à-face avec le patron.

SYLVAIN BLANCHARD
LE DEVOIR

La Banque Laurentienne menace d'abolir 1100 postes d'ici trois ans, dont 847 postes de caissiers, croit le syndicat des 1650 employés de la Banque après une rencontre de 90 minutes, vendredi, avec son président, Henri-Paul Rousseau.

La Banque Laurentienne, qui effectue actuellement des changements importants dans son réseau, notamment en regroupant des succursales, réfute carrément ces allégations, les associant même à une stratégie syndicale dans le cadre du renouvellement de la convention collective des employés.

«La direction de l'entreprise, dit Serge Cadieux, porte-parole du syndicat, a l'intention, d'ici cinq ans au plus tard, de contraindre sa clientèle à utiliser les seuls guichets automatiques pour toutes leurs transactions courantes (dépôts, retraits, paiements de factures...). D'où l'intention d'abolir la majorité des postes de caissiers.»

Et de les transformer, pour une large part, en postes de conseillers financiers (que la banque préfère appeler des banquiers personnels).

C'est le cœur du problème: le syndicat ne croit nullement que la majorité des caissiers et caissières deviendront un jour des conseillers financiers. «Et on n'y croit pas», précise Serge Cadieux, parce que les caissiers échouent actuellement dans une proportion de 81 % au cours de base donnant accès à la formation de conseiller.

«L'impasse est totale, dit-il, car ce cours de base [sur les fonds mutuels] est une exigence préalable à toute formation éventuelle. La banque connaît ce taux d'échec. Malgré tout, elle essaie de nous faire croire que les caissiers sauveront leurs emplois en devenant des conseillers financiers. C'est de l'hypocrisie.»

Vice-président exécutif à la Banque Laurentienne, Gilles Godbout rejette les prétentions de M. Cadieux, mais reconnaît que le taux d'échec du cours de base est «très important». Il réitère cependant sa confiance envers son personnel et précise que tous les moyens seront pris pour redresser la situation. Comment? «En leur donnant un coach pour les encadrer. On fera autre chose aussi, mais pour le moment, on ne sait pas encore quoi. Ça reste à définir.»

Et c'est ce qui inquiète le syndicat. «Tout est vague et ambigu quand il est question de formation», dit Serge Cadieux. Mais curieusement, tout est extraordinairement clair et précis quand il est question du reste. Qu'il soit question du taux de rentabilité visé dans cinq ans, du nombre de succursales qui seront regroupées, du rôle accru que jouera le secteur Conseil, on vous aligne chiffres, plans et documents. Par contre, si on cherche à savoir ce qu'il adviendra des caissiers qui ne parviendront pas à devenir conseillers financiers, on nous répond

qu'on y verra dans le temps comme dans le temps.»

La formation des caissiers est cœur des inquiétudes du syndicat, car, ajoute Cadieux, la très grande majorité d'entre eux ne possèdent qu'un secondaire 5.

«Or, le cours de «consultation financière personnelle» que la banque veut leur faire suivre exige, toujours comme conditions préalables, un certificat universitaire et des connaissances de base en comptabilité et mathématiques financières. Comment vont-ils s'en tirer? Qui plus est, tous ces cours se donnent le soir. Sait-on que ces gens-là ont une vie à l'extérieur du travail? Bien sûr qu'on le sait. Voilà pourquoi on les piège de cette façon.»

La Banque Laurentienne, qui qualifie de «mensongers» et «d'exagérations» les propos de M. Cadieux, a cependant commencé à multiplier dans ses succursales les postes de «préposés à l'accueil» destinés à inciter la clientèle à effectuer leurs retraits, dépôts et paiements de factures par le truchement du guichet automatique.

Dans un document, la direction précise même que pour «aider la migration [sic] des clients vers les réseaux électroniques, la Banque Laurentienne a mis en place des caisses rapides où les seules transactions effectuées seront les dépôts au compte».

«C'est la première étape», dit le porte-parole syndical, Serge Cadieux. Dans trois ans, plus personne ne pourra effectuer de transactions au comptoir.

«Faux», réplique Gilles Godbout. Notre objectif est de réduire de 50 % le nombre de transactions au comptoir, pas de les éliminer complètement.»

La tarification des services aux particuliers est un autre élément de la stratégie de la banque pour inciter sa clientèle à utiliser davantage le guichet automatique. Dans une note aux employés, celle-là datée du 26 septembre, M. Godbout écrit «que les objectifs les plus importants visés par la nouvelle tarification [...] témoignent de notre stratégie globale qui est d'encourager nos clients à effectuer leurs transactions par l'entremise des guichets automatiques».

La Banque a donc fait passer de 1,30 à 1,50 \$ les frais de paiement de facture, une augmentation de 20 cents qui, admet M. Godbout dans sa note, «est une mesure pour encourager les clients à régler principalement leurs factures aux guichets».

«On ne nie pas, dit le vice-président, qu'on souhaite voir plus de transactions aux guichets et moins au comptoir. On ne souhaite pas qu'on veuille se débarrasser de nos employés.»

Le syndicat, lui, craint que très bientôt les 847 caissiers n'aient plus leur raison d'être. Même chose pour les 328 conseillers en crédit de l'établissement, qui, selon Serge Cadieux, seront éventuellement remplacés par des «banquiers personnels».

«La banque n'a nullement l'intention de se départir de plusieurs centaines d'employés, rétorque M. Godbout. Au contraire, on pense même en embaucher éventuellement.»

C'était au tout début de l'entrevue.

Quinze minutes plus tard, cependant, il était moins catégorique: «Il n'y aura pas de licenciement cette année, c'est certain. Pour l'an prochain, je ne peux évidemment donner de garanties.»

Immigration

Des Québécois à l'esprit ouvert

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Québec — Deux Québécois sur trois sont ouverts à la diversité culturelle et sont satisfaits du nombre d'immigrants qui arrivent ici annuellement, indique un sondage rendu public hier par le ministre québécois responsable des Relations avec les citoyens, André Boisclair.

«L'immense majorité des Québécois rejettent les comportements négatifs à l'endroit des gens de cultures et de couleurs différentes. Les Québécois sont très tolérants et ne montrent pas de signes de xénophobie envers les minorités», en a déduit M. Boisclair en rendant public le sondage mené pour le gouvernement par la firme JTD inc.

Le sondage, rendu public dans le cadre de la Semaine interculturelle, indique une nette amélioration dans les contacts avec les communautés culturelles par rapport à 1992, lors du dernier sondage du genre.

En 1996, deux Québécois sur trois ont, dans leur entourage immédiat, au moins une personne d'origine ethnique différente de la leur.

On apprend aussi que 67 % des Québécois sont ouverts à la diversité culturelle, 56 % croient que les immigrants favorisent le développement économique, et 72 % les voient comme une richesse culturelle.

Par ailleurs, 64 % des Québécois, soit 11 % de plus qu'en 1992, croient que les immigrants font beaucoup d'efforts pour s'intégrer à la communauté québécoise.

Au total, le sondage divise les Québécois en cinq catégories: 63 % adoptent une attitude «positive et dynamique» à l'endroit des nouveaux ve-

nus, 13 % sont négatifs et ambivalents, 9 % sont positifs mais passifs, 9 % sont classés comme indécis et seulement 6 % sont carrément hostiles.

Le ministre Boisclair s'est réjoui de constater que «les Québécois sont très tolérants». Il remarque notamment que les jeunes sont parmi les plus ouverts à la diversité ethnique et culturelle. «Ce sont les jeunes qui ont plus de contacts interculturels et une attitude plus positive», croit-il. Il y voit un motif d'encouragement pour l'avenir.

Le sondage a été mené en mars et avril dernier auprès de 2203 répondants choisis selon les méthodes habituelles des sondages.

Mais ces données révèlent néanmoins qu'il reste certains problèmes auxquels les politiques du gouvernement du Québec devront s'attacher.

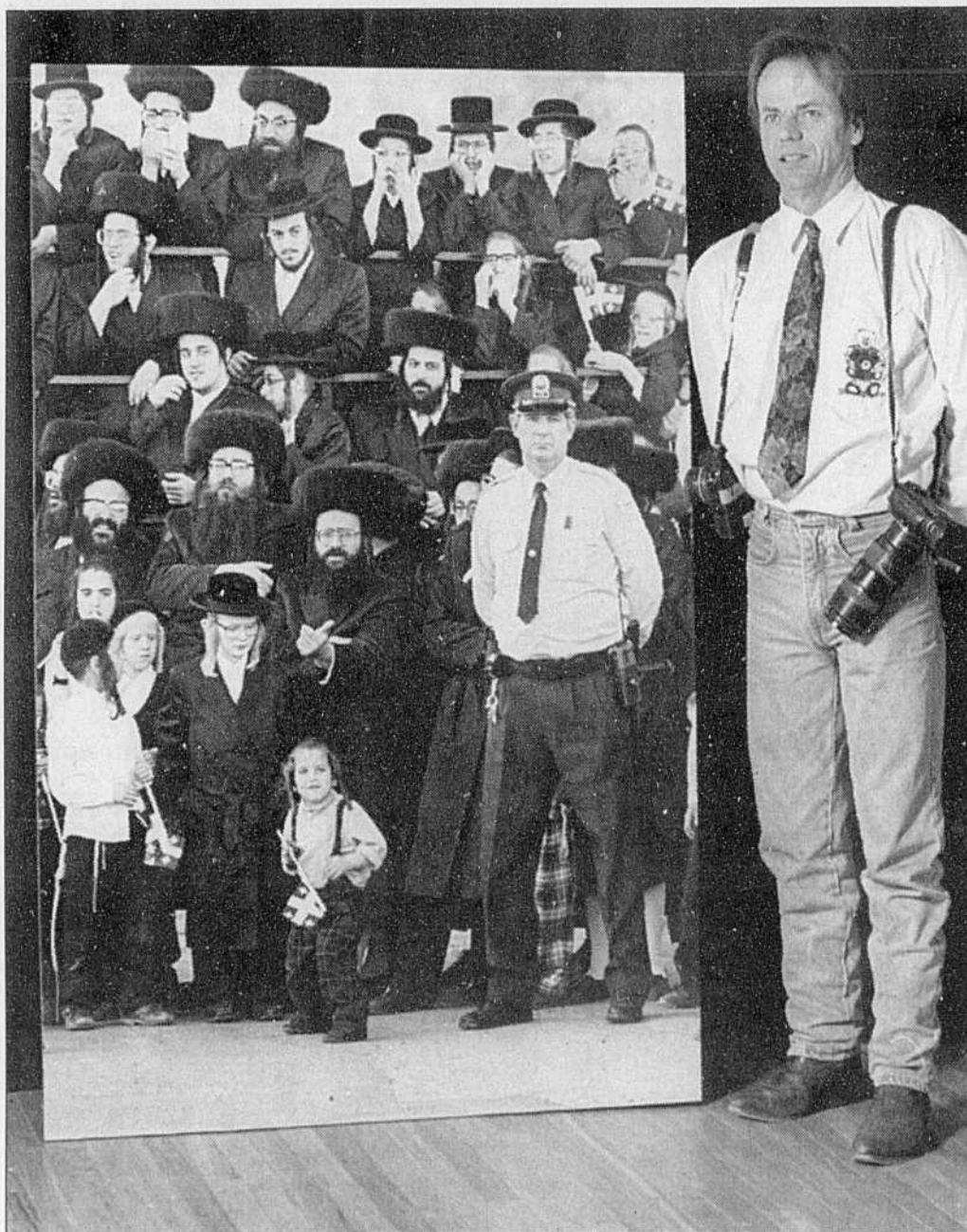
Par exemple, on note encore 34 % des gens qui considèrent qu'il faut diminuer le nombre d'immigrants qu'on accueille. Or le Québec ne reçoit que 27 000 immigrants en 1996 et prévoit le même nombre en 1997. C'est beaucoup moins que les 50 000 accueillis au début des années 1990.

De plus, la perception des Québécois est moins bonne à l'endroit de certaines catégories d'immigrants, comme les Arabes ou les Indo-Pakistanaïes. À peine 50 % des Québécois déclarent «se sentir à l'aise» lorsqu'il sont en présence d'un immigrant d'origine arabe ou indo-pakistanaïse.

«Ces données vont nous aider à orienter nos politiques», a déclaré le ministre Boisclair.

Par contre, les Québécois n'ont pas à craindre les comparaisons avec les Canadiens anglais des autres provinces en matière de tolérance à l'endroit des immigrants.

Jacques Nadeau, photographe



XAVIER LUIS, AGENCE CARGO

NOTRE photographe Jacques Nadeau pose fièrement devant l'une de ses œuvres. Il expose 45 de ses meilleurs clichés à compter de demain à l'Agence Cargo (1212, avenue Mont-Royal Est). Les grands acteurs de notre société, les anonymes, les personnages du passé et du présent... Jacques Nadeau présente vingt ans de vie québécoise en photos.

EN BREF

Jeunes et immigration

(Le Devoir) — Deux documentaires produits par la SRC servent d'amorce, ce soir, à la Maison de la culture de Côte-des-Neiges, aux journées sur «les jeunes et l'immigration». Il s'agit des moyens métrages: Le Racisme à l'école et Le Racisme au travail. Organisées par le Centre jeunesse arabe, ces discussions ont pour but de préciser divers volets de la réalité liée à l'immigration: préjugés, exploitation, solitude, explosion des valeurs, solidarité et initiatives de rapprochement. Mercredi (20h), sur le mode humoristique avec Martin Drainville est évoqué l'univers des préjugés: Vivre ensemble comme du monde. Jeudi, la discussion porte sur Femmes d'ailleurs, enfants d'ici, film qui expose l'exploitation de gardiennes d'enfants et de domestiques, et sur Pas le temps d'arrêter, sur ces femmes qui viennent de partout et qui confient leur isolement ainsi que les méfaits exercés par le sexisme et le racisme.

Des louanges pour Desautels

Ottawa (PC) — Plutôt que des reproches, le vérificateur général Denis Desautels a reçu des louanges pour son travail, dans un nouveau rapport parlementaire portant sur la passivité du fisc fédéral au sujet de transferts de fonds de 2 milliards \$ à l'étranger. Lundi, les partis d'opposition ont à nouveau dénoncé le fait que l'intégrité du régime fiscal ait été minée par une série de mystérieuses réunions, en décembre 1991. Un contribuable particulier avait alors bénéficié de l'attention du ministre du Revenu. Le débat porte sur la décision d'autoriser le départ vers les États-Unis, sans aucune cotisation fiscale, d'argent liquide provenant d'actifs détenus par une fiducie familiale.

Un immeuble s'effondre

Le Caire (AFP) — Le propriétaire d'un immeuble qui s'est effondré dimanche au Caire faisant au moins 15 morts a été placé hier en détention préventive sur décision du parquet général, a-t-on appris de source judiciaire. Le propriétaire, l'homme d'affaires Raouf Wissa, mis en détention préventive pour quatre jours, est accusé d'«infraction à la loi, d'extrême négligence et de meurtre non-prémédité». L'effondrement de l'immeuble de douze étages a fait au moins 15 morts, 19 blessés et des dizaines de disparus. Deux ingénieurs, Ahmad Mahmoud Ryad et Achraf al-Boukhari, ont été également placés en détention préventive durant quatre jours pour les mêmes raisons. Ces deux ingénieurs avaient procédé à un réaménagement du siège d'un établissement bancaire qui se trouvait au rez-de-chaussée de l'immeuble et ont détruit des murs et des piliers lors des travaux. Un ingénieur de la Défense civile, M. Maher al-Moghazi, a déclaré que «ces travaux auraient provoqué l'effondrement de l'un des piliers de soutien de l'immeuble».

Danger: sac gonflable

Washington (AFP) — Les sacs gonflables pourraient tuer deux fois plus d'enfants qu'ils n'en sauvent en cas d'accident, selon les dernières statistiques publiées par l'Administration américaine pour la sécurité routière (NHTSA). Cette étude souligne que lorsque ces sacs seront obligatoires à bord des nouveaux véhicules américains, en 1998, 52 enfants pourraient en être victimes chaque année aux États-Unis. Ces deux dernières années, 28 enfants ont été tués par le déploiement de ces protections. L'administrateur de la NHTSA, Ricardo Martinez, a reçu la semaine dernière à Washington les familles de 16 enfants morts à la suite du déploiement de ces sacs.

Grossesses

La course contre l'horloge biologique

DENNIS BUECKERT
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Susan Walsh n'a aucune difficulté à expliquer pourquoi elle a préféré attendre l'âge de 35 ans pour avoir son premier enfant.

«Les femmes ont désormais une carrière», affirme au téléphone cette Torontoise, consultant dans le secteur des relations publiques, tandis qu'elle nourrit Jacob, né il y a 11 semaines.

«Vous attendez que votre carrière ait progressé jusqu'à un certain point avant de faire d'autres changements dans votre vie.»

À la blague, Mme Walsh raconte que presque toutes ses amies dans la trentaine attendent un enfant. Les plus récentes données de Statistique Canada montrent toutefois qu'il y a là davantage qu'une simple boutade: les «baby-boomers» sont, en effet, engagées dans une véritable course contre leur horloge biologique.

Selon l'organisme fédéral, le taux de grossesse chez les femmes au début de la trentaine a augmenté de plus de 25 % ces 20 dernières années. Ainsi, il y a eu 101,9 grossesses pour chaque tranche de 1000 femmes âgées de 30 à 34 ans en 1993, un taux en hausse par rapport à celui de 81,1 grossesses observé en 1974.

Le taux de grossesse chez les femmes dans la trentaine avancée a

également progressé, quoique de façon moins significative.

En contrepartie, le nombre des grossesses chez les adolescentes et les femmes dans la vingtaine a diminué entre 1974 et 1993, a indiqué Statistique Canada.

Rattraper le retard

Globalement, le taux de grossesse chez les femmes âgées de 15 à 44 ans montre un recul de 11,2 % durant la période observée. Le nombre annuel des grossesses au pays a progressé entre 1974 et 1990, chutant ensuite de 1990 à 1993.

«On voit clairement que les femmes ont repoussé la conception [...] jusqu'à la trentaine», a indiqué hier une analyste de Statistique Canada, Surinder Wadhwa.

«Elles rattrapent [maintenant] leur retard», a-t-elle ajouté.

En 1993, la proportion des femmes enceintes dans la trentaine atteignait 36 % de toutes les grossesses, comparativement à 19 % en 1974. Parallèlement, la proportion des femmes enceintes de moins de 25 ans est passée de 47 à 31 %.

Par ailleurs, la proportion des grossesses interrompues par un avortement a presque doublé en 20 ans. De 11,9 % en 1974, ce taux est passé à 20,3 % il y a trois ans.

Mais encore une fois, les femmes dans la trentaine ont été à contre-sens de cette tendance, la proportion des avortements ayant diminué au sein de cette tranche d'âge.

Une collaboration de

À GAGNER

2 billets d'avion pour Paris offerts par jet tours et 6 nuits dans un hôtel 3 étoiles

Le Paris de Chrystine Brouillet
un guide de la Ville lumière publié aux Éditions du Boréal

Écoutez **Indicatif présent** du lundi au vendredi de 9 h 08 à 11 h et procurez-vous dès maintenant votre exemplaire chez votre librairie.

Afin de se qualifier pour le tirage, les participants doivent répondre correctement à une des dix questions inspirées du livre *Le Paris de Chrystine Brouillet*, publiées quotidiennement dans LE DEVOIR du 18 octobre au 1^{er} novembre 1996. Écoutez Marie-France Bazzo pour connaître l'indice du jour.

Tirage : le vendredi 8 novembre 1996 sur les ondes de Indicatif présent

Les fac-similés sont acceptés, pas les photocopies. Les participants doivent avoir 18 ans et plus.

Les règlements du concours sont disponibles à Radio-Canada.

Toutes les réponses doivent être rendues à Radio-Canada avant 17 h, le 7 novembre 1996.

Remplissez ce coupon et faites-le parvenir sans tarder avec votre réponse à :
Concours Le Paris de Chrystine Brouillet, Radio-Canada, Indicatif Présent, 13^e étage, 1400, René-Lévesque Est, Montréal, H2L 2M2

Question : Quartier de Paris pour lequel Chrystine Brouillet a un faible très prononcé. 29-10-96

Réponse

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone (Bur.) (Rés.) (Télec.)

LE DEVOIR

POLITIQUE

Modernisation des «systèmes d'autorisation»

Cliche met sa tête sur le billot

La réforme ne se fera pas aux dépens de l'environnement, jure-t-il

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

«*Il n'est pas question que cette réforme se fasse aux dépens de l'environnement. Je ne serai pas associé à une régression de l'environnement au Québec au cours de mon mandat. Je ne me le pardonnerais pas. Pas plus que mes enfants. Je m'en fais un point d'honneur.*»

C'est ce qu'a déclaré hier au *Devoir* le ministre de l'Environnement et de la Faune, David Cliche, en réaction à la publication dans nos pages du projet de modernisation du système d'autorisations des projets industriels et autres. Ce projet comprend une déréglementation partielle assortie d'un nouveau système de contrôle *à posteriori* des initiatives des promoteurs ainsi que de nouveaux pouvoirs accordés au ministre pour compenser la réduction des contrôles préalables à l'autorisation des projets.

Le ministre a littéralement bondi hier en entendant sur les ondes de certaines radios l'interprétation qu'on faisait du «document de travail» divulgué hier. Au lieu d'y voir un nouveau

système de contrôle et un nouvel équilibre des pouvoirs, certains commentateurs y ont vu un effet de la vague néo-libérale et une capitulation personnelle du ministre Cliche devant les entrepreneurs.

«*Quand les fonctionnaires m'ont présenté ce projet, le 3 juillet, je leur ai dit tout de suite que je me posais de nombreuses questions sur plusieurs propositions, pour ne pas dire que j'y voyais des choses incongrues. Je leur ai précisé — ce qui se reflète d'ailleurs dans la correspondance interne du ministère à cette époque — qu'il n'était pas question d'aller de l'avant avec ce projet sans une large consultation préalable de tous les intervenants. Je m'engage formellement à ce qu'il y ait une telle consultation sur le fond,*» précise le ministre Cliche en ajoutant que cette

consultation interviendra avant la mise en forme juridique des textes de lois et règlements.

Le document de travail du 3 juillet, divulgué hier par *Le Devoir*, précisait qu'il n'y avait pas lieu de consulter le public, sauf à l'étape de la pré-publication des règlements et de la discussion des amendements à la LQE.

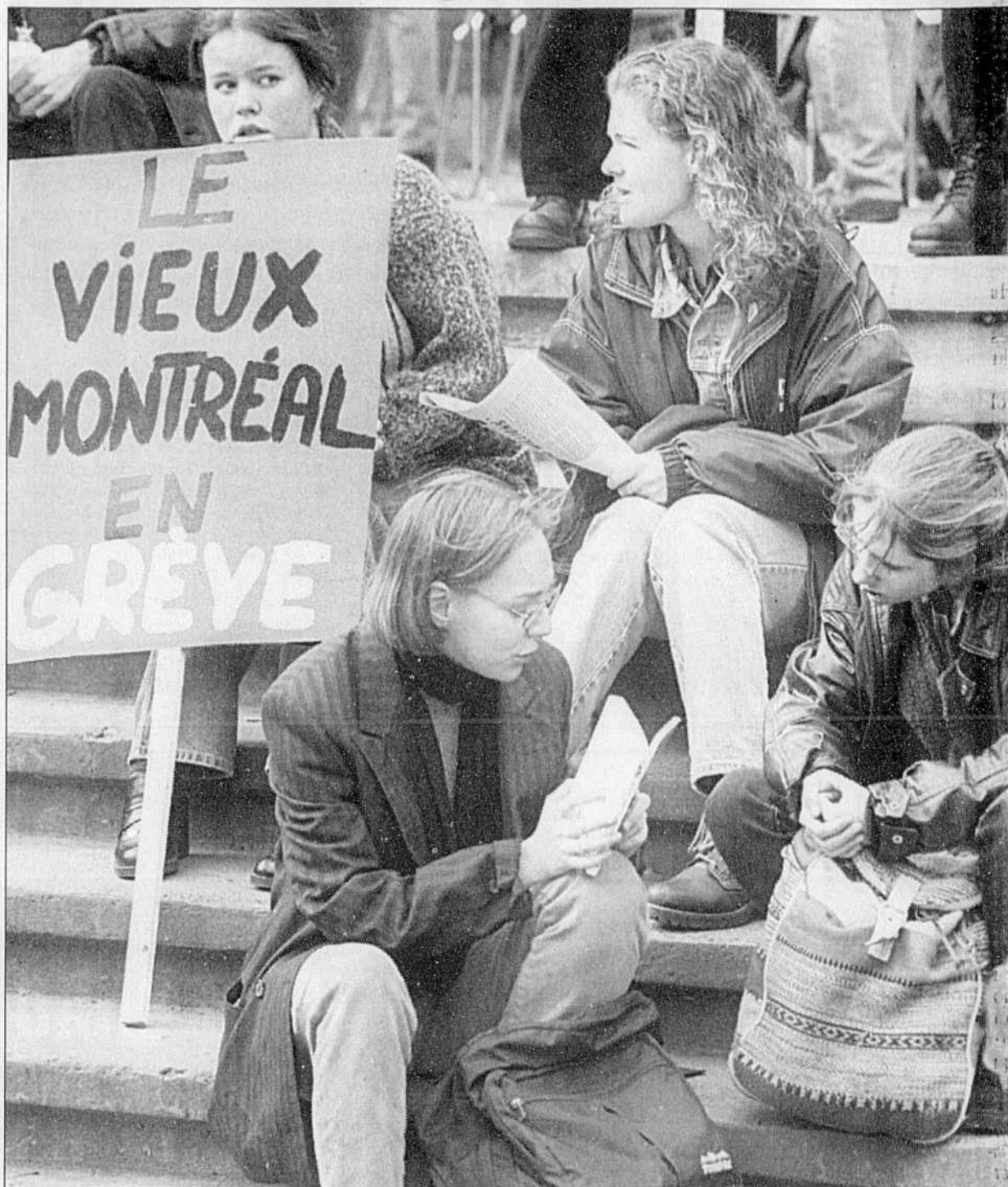
Selon le ministre Cliche, les experts du ministère soutiennent «*qu'on peut réformer plusieurs pratiques en diminuant la paperasse, qu'on peut moderniser et simplifier les contrôles sans que l'environnement n'y perde, sans qu'il ne régresse.*»

Le ministre donne en exemple le cas des sablières, dont on connaît, à son avis, tous les aspects après 20 ans de pratique. Au lieu d'examiner chaque projet dans le détail, dit-il, on peut imaginer que les promoteurs devraient se conformer à un cahier d'exigences précis. Le ministère pourrait, selon cette approche, suivre le dossier de près sans toutefois avoir à valider eux-mêmes les plans et devis des promoteurs. Et aux frais des contribuables, en plus.

David Cliche ajoute que «*tout le monde doit savoir ce qui s'en vient*» lorsque des projets se préparent en vue d'un examen au niveau du ministère, ce qui n'est pas le cas actuellement car seuls les dossiers envoyés en audiences publiques sont divulgués pour fins de débat avant leur approbation.

Le ministre dit qu'il entend obliger les promoteurs à divulguer leurs projets et les soumettre au débat public même s'il s'agit de projets moins importants que ceux envoyés en audience: «*Le public devient [dans ce système] le gardien du territoire*» et de ses ressources. David Cliche ajoute qu'on pourrait même associer les Conseils régionaux de l'environnement (CRE) à la gestion locale de certains types de dossiers, évoquant ainsi de nouvelles hypothèses qui se sont ajoutées depuis la version du 3 juillet. Il entend d'ailleurs en donner la primeur aux groupes environnementaux lors de la rencontre «*élargie*» à laquelle il a convoqué, les 28 et 29 novembre, les membres de l'Assemblée permanente de l'environnement.

Vers une grève générale ?



CHRISTIAN GUAY LE DEVOIR

À L'AUBE du Sommet socioéconomique, les étudiants se font de plus en plus remarquer. Hier au Cégep du Vieux-Montréal, ils étaient environ une centaine à faire la grève. Ailleurs en province, d'autres élèves du collégial les ont imités. Les porte-parole des Fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) ont adressé une mise en garde au gouvernement. Ils menacent de déclencher une grève générale illimitée si des compressions additionnelles sont effectuées dans le budget de l'Éducation.

Les propos de Jean Chrétien

Dion corrige le tir

Le dossier constitutionnel n'est pas clos, affirme-t-il

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le dossier constitutionnel n'est pas clos, contrairement à l'impression laissée dimanche par le premier ministre Jean Chrétien, a tenu à préciser hier le ministre des Affaires intergouvernementales Stéphane Dion.

Interrogé par l'opposition et les journalistes, M. Dion a tenté de jeter un nouvel éclairage sur une entrevue que M. Chrétien a accordée en fin de semaine, à l'occasion du congrès biennal de son parti.

«*M. Chrétien a agi assez. On me reproche d'avoir agi trop rapidement avec la résolution [sur la société distincte] à la Chambre des communes, la loi sur le veto des régions et, dans le Discours du Trône, les revendications traditionnelles*», avait dit le premier ministre au journaliste qui notait que l'urgence d'agir d'Ottawa semblait avoir disparu.

Le premier ministre a aussi dit, comme certains de ses ministres du Québec, qu'il fallait tourner la page sur le référendum de l'année dernière pour concentrer son attention sur l'économie et l'emploi.

En l'absence de son chef, Stéphane Dion s'est vu assigner la tâche de corriger le tir avec les journalistes. «*Je pense qu'il a dit, surtout, qu'on a agi assez rapidement*», a d'abord soutenu le ministre. «*Je pense qu'il a voulu dire qu'il en avait assez fait pour le moment et nous continuerons à en faire plus tard. La roue continue à tourner tout de même*», a-t-il ensuite ajouté.

Il a reconnu qu'il y avait encore des améliorations à apporter mais, selon lui, «*il y a un dégel qui se fait*» et la réconciliation des Canadiens est en vue.

En Chambre, il a évité de réinterpréter les propos du premier ministre, préférant énumérer les initiatives prises par le fédéral depuis l'an dernier et vanter les valeurs canadiennes.

Le chef bloquiste Michel Gauthier et la députée Pierrette Venne l'ont ignoré. «*La comédie est finie, il n'est plus devant le cirque libéral. Il est devant la Chambre des communes et on veut des réponses. On ne veut pas de dissertation sur le sens de la fédération, du Canada et de la poursuite du projet de l'opposition. Diantre*», a lancé M. Gauthier pour se moquer du ton professoral du ministre.

Michel Gauthier s'est demandé comment le premier ministre pouvait dire en avoir assez fait alors que le chef libéral Daniel Johnson, le leader conservateur Jean Charest et les Québécois, tant fédéralistes que souverainistes, se disent, comme le démontrait un sondage publié samedi, insatisfaits du travail d'Ottawa dans ce domaine.

Visiblement mal à l'aise, M. Dion a plutôt énuméré les réalisations du gouvernement et demandé qu'on lui fasse des suggestions pour poursuivre cette démarche.

Le chef bloquiste lui en a faite une sur-le-champ. Le ministre «*pourrait juste remplir les engagements que le premier ministre a pris*» à la fin de la campagne référendaire. Selon lui, les paroles du premier ministre montrent seulement que ces engagements en faveur de la reconnaissance constitutionnelle de la société distincte québécoise et du droit de veto étaient surtout utilitaires. «*Les promesses ont fait leur effet, on a gagné, on n'a plus besoin de leur donner suite*», a-t-il résumé. Il est persuadé que les libéraux en paieront le prix au Québec.

Le ministre Dion, lui, estime qu'il est plutôt nécessaire de ne pas donner suite au projet «*destructeur*» des souverainistes. Ce que de plus en plus de Québécois auraient compris, conclut-il à la lecture des derniers sondages.

Deux enquêtes d'opinion publiées depuis samedi montrent que le NON devance maintenant le OUI par environ 10 points.

Premier anniversaire de la victoire du NON

Silence à Ottawa

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Un an après la victoire serrée du NON, le gouvernement de Jean Chrétien ne marquera même pas l'occasion.

Il n'y aura pas d'activités spéciales, ni de discours à l'import-export.

Et puisque l'anniversaire du référendum coïncide avec le début du Sommet économique, on préfère laisser toute la place au premier ministre Lucien Bouchard. «*On va laisser Bouchard avoir son show*», disait une source libérale bien informée la semaine dernière. A l'aise dans les sondages et devant l'affaiblissement de la ferveur souverainiste, les ténors fédéraux estiment que la meilleure façon de remonter dans la faveur des Québécois, c'est de parler d'économie. Pour l'heure, donc, le premier ministre Chrétien mettra un bâton sur ses initiatives constitutionnelles. L'enchaînement de la société distincte dans la Constitution

viendra en temps et lieu lorsqu'il y aura un consensus chez une majorité de provinces et lorsque le Québec y donnera son accord, a-t-il répété au cours du congrès biennal du Parti libéral du Canada.

Comptant faire des gains au Québec pendant la prochaine campagne électorale, M. Chrétien mettra l'accent sur son bilan économique.

Le point de mire de la stratégie d'intervention du fédéral à Montréal, sera une stratégie d'investissement axée sur des secteurs de pointe comme l'aérospatiale, les biotechnologies, les produits pharmaceutiques et les télécommunications. L'octroi d'un prêt sans intérêt de 87 millions à la société montrealaise Bombardier n'est que la pointe de l'iceberg.

«*Dans les semaines et les mois qui vont suivre, on parle d'une intervention fédérale à long terme*», précisait en privé une source libérale. Le fruit de la pensée du ministre responsable du

Développement régional Martin Cauchon, cette stratégie est connue sous le nom de Partenariat technologique.

A l'aise avec ce genre d'annonce malgré les critiques voulant que le gouvernement «*achète des votes*», les ténors fédéraux ne sont pas gênés pour vanter les mérites du prêt à Bombardier. Sur les ondes de Newsworld, dimanche et dans un discours devant le congrès libéral, le premier ministre Chrétien a défendu ce prêt qui servira à construire un transporteur régional de 70 sièges. Il a fait valoir que le nouvel avion serait construit à Toronto.

De plus, a-t-il justifié, personne n'a protesté lorsque le gouvernement a débloqué des fonds importants pour exploiter les sables bitumineux de l'Alberta. «*Personne au Québec n'a indiqué que j'achetais des votes en Alberta. Nous l'avons fait parce que nous croyons qu'il y a plus de pétrole dans les sables bitumineux en Alberta qu'en Arabie Saoudite*», a fait remarquer M. Chrétien.

Pour que l'ÉDUCATION redevienne une véritable priorité sociale



Au Québec, 20 % des plus de 15 ans n'ont pas terminé leur neuvième année, alors que la population québécoise est nettement moins alphabétisée que celle du reste du pays. Cette situation représente un frein au développement et comporte d'importants coûts économiques et sociaux.

dans toutes les sphères de l'organisation sociale et du marché du travail.

C'est pourquoi, il n'y aura pas de véritable relance de l'emploi sans qu'un effort collectif soit consenti à l'éducation.

Conjuguons nos efforts. L'URGENCE, C'EST L'EMPLOI.

Pourtant, depuis seize ans, c'est plus de un milliard et demi de dollars que les gouvernements successifs ont siphonnés au système d'éducation. À ce rythme, le Québec ne disposera plus, dans quelques années, d'une relève suffisante capable de prendre le relais

CEQ

LE MONDE

Pourparlers israélo-palestiniens sur Hébron

Le médiateur américain jette provisoirement l'éponge

Dennis Ross rentre à Washington, Yasser Arafat consulte les Européens

C'est à un moment crucial du processus de paix qui s'y était secrètement concocté en 1993 que Yasser Arafat est retourné hier à Oslo, première étape d'une tournée européenne qui irrite les États-Unis. C'est en effet après une nuit de négociations infructueuses malgré un forçage américain sur l'épineuse question de Hébron que le leader palestinien vient lui-même conforter le rôle plus actif que l'Europe entend jouer au Proche-Orient. L'Union européenne a nommé hier un envoyé spécial des Quinze au Proche-Orient, l'actuel ambassadeur espagnol à Tel-Aviv, Miguel Angel Moratinos.

JEAN-LUC RENAUDIE
AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Le médiateur américain Dennis Ross, après trois semaines d'intenses tractations, a annoncé hier son retour aux États-Unis sans avoir arraché un accord israélo-palestinien sur Hébron.

Les Israéliens et les Palestiniens se sont mutuellement accusés d'être à l'origine de l'impasse. Ils ont toutefois décidé de ne pas rompre les ponts.

La commission plénière chargée de discuter du redéploiement de l'armée

israélienne à Hébron en Cisjordanie devait se réunir dans la soirée. En convoquant cette instance, les négociateurs entendent prouver que les discussions ne sont pas dans l'impasse, a estimé la radio publique israélienne.

Le président américain Bill Clinton est en vain intervenu dimanche auprès du premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou et du président palestinien Yasser Arafat pour les presser de conclure rapidement.

M. Nétanyahou a accusé les Palestiniens de traîner les pieds dans l'espoir de pressions internationales sur Is-

raël. Il a affirmé qu'un « accord aurait pu être conclu dimanche soir » et que seul manquait le feu vert de M. Arafat.

« L'hypothèse selon laquelle Israël sera automatiquement accusé de faire échouer les négociations est fausse. Cela ne marche plus, ni aux États-Unis, ni en Europe, ni même dans le monde arabe », a ajouté M. Nétanyahou.

À Gaza, le porte-parole de l'Autorité palestinienne Ahmed Abdelrahmane a pour sa part affirmé à l'AFP que « M. Nétanyahou a échoué dans sa tentative de perpétuer l'occupation » de la ville d'Hébron, en Cisjordanie.

« L'accord qui se profile sur Hébron n'a qu'un caractère temporaire, car à terme les colons juifs devront évacuer l'ensemble de la ville », a-t-il estimé.

M. Ross, coordinateur du département d'État pour le processus de paix, s'est bien gardé de désigner un coupable de l'impasse, indiquant seulement dans un communiqué de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv qu'il allait profiter de l'absence de M. Arafat, parti hier en Europe, pour consulter son gouvernement.

Les négociations entamées le 6 octobre doivent définir les modalités d'application de l'accord d'extension de l'autonomie palestinienne à Hébron conclu en 1995.

Selon ce texte, Israël aurait dû se retirer en mars dernier de 80 % de Hébron, mais M. Nétanyahou exige de nouvelles garanties de sécurité pour les quelque 400 colons juifs de la ville entourés de 120 000 Palestiniens.

Les négociations piétinent depuis leur démarrage après le sommet de Washington, convoqué début octobre à la suite des affrontements qui ont fait plus de 80 morts fin septembre à Jérusalem et dans les territoires palestiniens.

« Nous avons réalisé des progrès substantiels sur les aspects très difficiles du redéploiement et les parties ont rapproché leurs points de vue de façon significative sur les questions de sécurité », a déclaré M. Ross.

Le médiateur a assuré qu'il restera en contact étroit avec les négociateurs et qu'il reviendra pour les aider à conclure. Se voulant optimiste, il a ajouté : « Les progrès accomplis démontrent clairement qu'un accord sur un redéploiement à Hébron est possible dans un avenir très proche. »

Le négociateur en chef palestinien

Saëb Erakat, cité par la radio officielle Voix de la Palestine, a affirmé de son côté qu'il n'y avait « pas eu de progrès » lors d'une séance de pourparlers dimanche soir à Tel-Aviv, et qu'Israël « continuait à vouloir renégocier l'accord ».

Le président de l'autorité palestinienne Yasser Arafat a démenti, hier à Oslo, des accusations israéliennes selon lesquelles il cherchait à retarder la conclusion d'un accord.

M. Arafat a indiqué, au premier jour d'une tournée en Europe, être venu chercher « un peu d'aide » en Norvège où s'était secrètement négocié, il y a trois ans, l'accord sur l'autonomie palestinienne aujourd'hui en panne.

« Nous ne devons pas oublier que c'est là que tout le processus de paix a commencé », a-t-il déclaré après un entretien d'une heure avec le nouveau premier ministre norvégien Thorbjørn Jagland.

EN BREF

Europe: l'antidote à la loi Helms-Burton

Luxembourg (AFP) — Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont approuvé hier soir à l'unanimité une législation européenne pour contrer les effets de la loi américaine extraterritoriale Helms-Burton sur Cuba. Le Danemark a donné son accord à cette législation qu'il bloquait auparavant pour des raisons juridiques. Le point central de la législation européenne prévoit des représailles juridiques contre les entreprises américaines évoquant la loi Helms-Burton et obligera les entreprises européennes à s'y conformer sous peine de pénalités.

France: rien ne va plus dans les casinos

Paris (AFP) — Patrons et employés des casinos français ont défilé hier leurs tapis verts pour protester dans la rue contre une nouvelle taxe fiscale condamnant, selon eux, à mort des grandes salles de jeux de la Riviera à la côte Atlantique. Plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté devant les préfectures de région en particulier à Bordeaux, Nantes, Marseille et Nancy. L'État prélève actuellement 52 % des bénéfices bruts des casinos. Les nouveaux prélèvements pourraient porter cette part à 64,7 % du total, estimant les professionnels, qui font valoir qu'ils payent en outre d'autres impôts non négligeables.

CLUB
402
HOMME



Liquidation de manteaux importés d'Italie

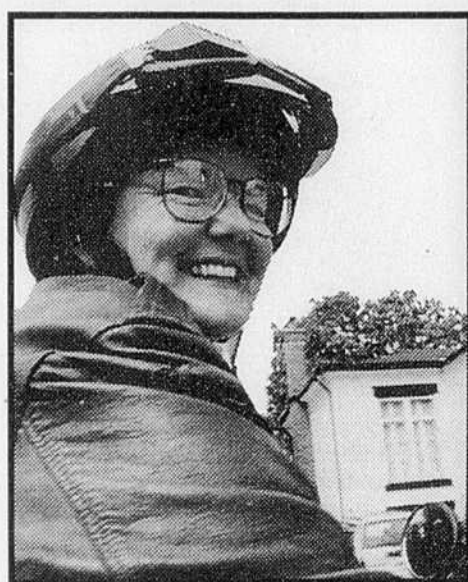
• 100% laine régulier 795\$

soldé **399\$**

• Cashemire et Laine régulier 895\$

soldé **450\$**

1118, rue Ste-Catherine O.
2e étage, Montréal
Tél.: (514) 861-3636



**Mariette aime l'aventure...
sauf quand il est question de
son avenir financier.**

Voilà pourquoi les Obligations d'épargne du Canada se retrouvent chaque année sur son parcours financier. D'abord, leurs taux vont augmenter au cours des dix prochaines années. Ensuite, grâce à leurs taux minimums garantis, vous êtes assuré que les taux affichés dans cette offre ne baisseront jamais, et qu'ils peuvent être haussés si les conditions du marché le justifient. Finalement, les Obligations d'épargne du Canada sont encaissables en tout temps et elles sont comme toujours entièrement garanties par le gouvernement du Canada.

Vous pouvez les acheter auprès de votre institution financière ou votre courtier, sans aucun frais; ou au moyen de retenues sur le salaire. Cette année, vous pouvez vous procurer des Obligations jusqu'à concurrence de 200 000 \$; elles sont même admissibles au REER. Depuis cinquante ans déjà, les Obligations d'épargne du Canada contribuent à la force de notre économie; elles aident aussi Mariette à faire son chemin, car elle le sait, les Obligations d'épargne du Canada sont le meilleur placement... garanti!

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

En vente jusqu'au 1^{er} novembre. Composez le 1 800 575-5151 ou visitez notre site web: www.csb-oecc.ca

Canada

• LE MONDE •

PERSPECTIVES

Fatalité sanglante
au Zaïre

Le Monde

La vie d'un million de réfugiés en péril, des bandes armées incontrôlées qui sillonnent le pays, raptant, tuant et violant, des armées «régulières» jouant les boute-feux: la situation dans la région des Grands Lacs empire d'heure en heure avec la perspective de nouveaux massacres qui ajouteraient au tragique d'une histoire marquée au sceau d'une fatalité sanglante.

Comme si les horreurs de 1994 — cinq cent mille morts — après celles des années 80 et celles des années 60 ne pouvaient que se reproduire. La peur viscérale ancrée au plus profond de tous les habitants de la région — Tutsis comme Hutus, Zaïrois comme Burundais, Ougandais comme Rwandais — et la chaîne de la vengeance, avec son cortège, passé et à venir, de crimes aveugles, empêchent de plus en plus les participants, les victimes, de ce drame d'envisager une solution pacifique.

La communauté internationale le peut-elle, et d'abord l'Europe, qui a une responsabilité évidente dans cette partie du monde? Groupant certains des pays les plus impliqués en Afrique — la Belgique, la France, la Grande-Bretagne —, contribuant, plus que tout autre, au développement local, les Quinze sont les mieux placés pour tenter l'impossible. Et si d'autres puissances veulent aussi participer à ce sauvetage, elles ne peuvent être que bienvenues, tant les besoins sont grands.

Miser
sur l'avenir
en tentant
de renforcer
les assises
démocratiques

Reste à poser la question, dans toute sa franchise: quelle ampleur et quels buts assigner à une possible intervention militaire extérieure? Il semble en effet exclu, compte tenu de l'importance géographique de la zone des combats, mais aussi du nombre de personnes en cause, de se contenter d'une «opération éclair». Étant donné aussi le rythme de plus en plus rapproché des cycles de violence, il serait illusoire d'imaginer qu'une force dépêchée sur place puisse se retirer rapidement de la région.

Les Occidentaux sont aujourd'hui face à une alternative sans issue: ou rester politiquement impuissants devant les massacres en perspective, laissant aux organisations humanitaires la tâche de panser, après, quelques blessures; ou s'engager dans une opération militaire et administrative de grande envergure au risque de se faire taxer, à juste titre, d'ingérence, voire de néocolonialisme.

La troisième voie serait de miser sur l'avenir et d'aider au mieux les pays concernés à sortir du cycle des violences. D'abord en tentant de renforcer leurs assises démocratiques. Aucun des pouvoirs en place tant à Kigali qu'à Bujumbura ou à Kinshasa n'est issu du suffrage universel et ne cherche, en dépit de vagues promesses, à changer réellement le cours des choses. La gabegie, le clientélisme, le népotisme qui caractérisent ces pouvoirs sont autant de freins à une amorce de développement économique. D'autant que les violences actuelles ne peuvent qu'être utilisées par les uns et par les autres pour tuer dans l'œuf toute volonté démocratique. Mais c'est le moyen terme. En attendant, des millions d'hommes cherchent à éviter la mort.

Le gouvernement rwandais a encore une fois rejeté hier toute responsabilité dans le conflit en cours dans l'est du Zaïre, en haussant le ton vis-à-vis des autorités zaïroises qu'il a invitées à «rendre les terres» des populations qu'elles veulent «renvoyer» ou «exterminer». Plus d'un demi-million de réfugiés fuyant les combats à la frontière zaïro-rwandaise, marchaient hier sur les routes de la région.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Goma — Plus d'un demi-million de réfugiés hutus erraient encore hier soir sur les routes de l'est du Zaïre alors que quelques appels désespérés sont lancés à travers le monde pour trouver une solution à cette grave crise dans la région du Kivu.

Depuis près d'une semaine, des cortèges de réfugiés, parfois dans le dénuement total, sillonnent la zone frontalière entre les villes d'Uvira au sud, Bukavu au centre, et Goma au nord, fuyant les combats et les attaques successives des camps d'hébergement.

«Le HCR n'a plus accès qu'à 400 000 du million de réfugiés dans tout l'est du Zaïre. La situation est désespérée» alors que la saison des pluies fait craindre des épidémies et aggrave les risques de malnutrition pour les réfugiés privés de toit, de nourriture, de soins et d'eau potable, a souligné hier Francis Kpatinde, porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Genève.

Dans un communiqué laconique, intitulé «Une catastrophe humaine en cours», publié dans la soirée, le Comité international de la Croix Rouge (CICR) estime, pour sa part, que la situation s'était encore détériorée dans le Kivu.

«Outre les combats, l'indiscipline des porteurs d'armes, l'intolérance et la peur conduisent à des dérapages et font craindre le pire pour la population civile zaïroise et les centaines de milliers de réfugiés sur place», souligne le CICR.

L'exode semble suivre deux axes principaux: du nord-est vers Goma et du sud-est vers Goma. La capitale du Nord-Kivu semble être le point de convergence de l'essentiel des 527 000 réfugiés rwandais (selon le HCR) et burundais qui étaient dispersés avant les derniers événements dans les camps des deux provinces du Kivu.

Cette marée humaine risque de venir s'ajouter aux 717 000 réfugiés déjà installés avec beaucoup de difficultés dans Goma et sa région.

La gestion de cet exode est compliquée par le fait que pratiquement aucun Rwandais, qui forment la majorité des réfugiés, n'a choisi de rentrer dans son pays d'origine victime d'un génocide de 500 000 personnes en 1994. Le total des rapatriés est estimé par le HCR à un millier de personnes.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a même décidé hier de se débarrasser de tous ses stocks de nourriture dans la région de Goma, en les distribuant à 680 000 réfugiés.

Présentés au départ comme des affrontements entre l'armée zaïroise et combattants Banyamulenges — ces

Afflux de réfugiés, poursuites des combats

Situation «désespérée» dans le Kivu

Le Rwanda rejette toute responsabilité dans le conflit



JEAN-MARC BOUJUP

Un réfugié hutu arrivant hier au camp de Mugunga, à 15 kilomètres à l'ouest de Goma, chargé d'une provision de bananes cueillies sur sa route.

Tutsis d'origine rwandaise installés de longue date dans l'est du Zaïre —, l'engagement direct des troupes de Kigali est de plus en plus évoqué dans la région, malgré des démentis des autorités rwandaises.

Hier, le chaos régnait à Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, où des soldats zaïrois pillaient les maisons désertées par les quelque 150 000 habitants tandis que les combats se poursuivaient dans les faubourgs.

Devant la détresse humanitaire et la lenteur diplomatique — notamment pour la nomination d'un médiateur de l'ONU demandée depuis vendredi soir par le Conseil de sécurité —, des voix se sont élevées hier pour réclamer des actions concrètes.

Intervention occidentale

Le journal du Vatican, l'*Osservatore Romano*, a souhaité une intervention militaire occidentale au Zaïre pour «conjurer un génocide menaçant» les populations hutues, accusant la communauté internationale de «n'avoir aucune intention de s'engager à fond pour empêcher la catastrophe humanitaire qui est en train de ravager le nord-est du Zaïre».

Boutros Boutros-Ghali peine à trouver un médiateur pour le Zaïre. «Il faut plus de 24 heures pour trouver un médiateur, en particulier pour une crise aussi complexe», a dé-

claré hier à l'AFP Ahmad Fawzi, un des porte-parole du Secrétaire général à New York.

L'idée d'une conférence régionale, lancée par l'ONU et soutenue notamment par la France, semble déjà rencontrer des réticences de Kigali. Une telle idée «participe à dissimuler le problème», a estimé lundi le ministre rwandais des Affaires étrangères, Anastase Gasana, qui a jugé «inadmissible» de parler de «cessez-le-feu» ou de «médiation» entre le Rwanda et le Zaïre, puisque le Rwanda n'est «nullement impliqué».

Une conférence régionale pourrait être «bienvenue» à condition que «certaines personnes ne cherchent pas à dicter leurs solutions», qui «compliqueraient encore le problème», a renchéri le président rwandais Pasteur Bizimungu.

Désigné comme «l'agresseur», Kigali a haussé le ton hier à l'encontre de Kinshasa. «Si le Zaïre veut renvoyer les Banyamulenges [au Rwanda], qu'il nous rende aussi leurs terres», a déclaré hier le président Bizimungu, en démentant encore une fois toute implication de son pays dans le conflit du Kivu.

De son côté, le Zaïre continue à affirmer vouloir défendre l'intégrité de son territoire «à n'importe quel prix», selon les termes du premier ministre zaïrois, M. Kengo wa Dondo qui a dénoncé ceux «qui veulent redessiner la carte géographique de l'Afrique».

Benazir Bhutto contestée

Les islamistes à l'offensive

Des heurts se sont produits dans plusieurs villes du Pakistan

JEAN-CLAUDE CHAPON
AGENCE FRANCE PRESSE

Islamabad — Le chef du parti musulman extrémiste pakistanais Jamaat-i-Islami a été arrêté hier, alors que des affrontements entre ses partisans intégristes et la police ont fait des dizaines de blessés.

Qazi Hussein Ahmed, dont le parti manifeste depuis deux jours contre le gouvernement de Benazir Bhutto, a été arrêté dans la capitale pakistanaise en compagnie d'un autre responsable du mouvement fondamentaliste, Khurshid Ahmed, a précisé le secrétaire-adjoint à l'information du Jamaat-i-Islami, Owais Qasim.

Ces arrestations interviennent alors que les heurts ont continué toute la journée entre policiers et manifestants à Islamabad et à Rawalpindi, la ville voisine de la capitale, où les forces de l'ordre ont massivement utilisé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants du Jamaat.

Selon des sources hospitalières, une quarantaine de personnes ont été blessées, dont quinze sérieusement, au cours des affrontements à Rawalpindi d'où les intégristes ont essayé pour la deuxième journée consécutive, d'organiser une marche sur le Parlement, pour réclamer le départ de Mme Bhutto.

La police a procédé à des dizaines d'arrestations, selon les journalistes sur place.

Comme dimanche, ces manifestants n'ont pu pénétrer hier dans la ville en raison du dispositif de sécurité mis en place par le ministère de l'Intérieur qui avait interdit cette manifestation.

À Islamabad, des militants qui étaient entrés discrètement dans la ville la semaine dernière, se sont aussi heurtés aux forces de l'ordre toute la journée, notamment dans le quartier du marché Aabpara, considéré comme un bastion du Jamaat.

En fin de journée, plusieurs centaines de militants intégristes sont parvenus à s'approcher du Parlement où ils ont pu réciter des prières, écouter des discours et lancer des slogans anti-Bhutto, avant d'être dispersés par la police qui a fait usage de gaz lacrymogènes et arrêté plusieurs dizaines de personnes.

Obtenir le départ du
premier ministre

Selon des sources policières, les affrontements dans la capitale ont fait une vingtaine de blessés chez les manifestants et moins d'une dizaine parmi les forces de l'ordre.

Les manifestants, dont le parti réclame notamment l'instauration d'un régime islamique basé sur la Charia (la loi coranique) voulaient manifester devant le Parlement pour obtenir l'organisation de nouvelles élections législatives.

Le Jamaat-i-Islami est membre d'une plate-forme de l'opposition

créée autour de la Ligue Musulmane Pakistanaise de l'ancien premier ministre Nawaz Sharif pour obtenir le départ du premier ministre.

Qazi Hussein Ahmed a déclaré il y a quelques jours que la manifestation de son mouvement avait pour but de condamner «la corruption galopante et le gouvernement anti-populaire» de Mme Bhutto dont il a prédit le départ «pour bientôt».

Samuel déjà, une grève générale organisée par la Ligue Musulmane, a largement paralysé la vie économique du pays.

L'un des dirigeants de ce parti, Mohammed Ejaz-Ul-Haq, le fils de l'ancien dictateur Zia-Ul-Haq a d'ailleurs lui aussi été arrêté hier à Rawalpindi.

C'est la décision du gouvernement mardi de diminuer à nouveau les dépenses publiques et d'augmenter les impôts, sous la pression du FMI, qui a mis le feu aux poudres.

M. Sharif avait affirmé, après les dernières décisions gouvernementales, que Mme Bhutto menait le pays «à un désastre économique». «Le peuple pakistanais ne tolérera pas plus longtemps ce gouvernement corrompu et incompetent», avait-il ajouté.

Mme Bhutto, devenue premier ministre en 1993 après la victoire aux élections de son mouvement, le Parti du Peuple pakistanais, sur celui de M. Sharif alors chef du gouvernement, a déjà répondu en affirmant qu'elle entendait bien rester à son poste jusqu'au terme légal de 1998.

Les jours d'enfer de Richard Jewell

Lavé de tout soupçon, il portera plainte contre des médias

REUTER

Atlanta — Les défenseurs de Richard Jewell, lavé de tout soupçon par le FBI après avoir été le suspect numéro un dans l'attentat à la bombe commis à Atlanta pendant les derniers Jeux olympiques, ont l'intention de porter plainte contre NBC-TV, le présentateur Tom Brokaw, et le quotidien *Atlanta Journal-Constitution* pour diffamation.

L'avocat Lin Wood a précisé lors d'une conférence de presse qu'il entendait également enquêter afin de déterminer si le Comité d'Atlanta pour les Jeux olympiques était impliqué dans les fuites qui avaient fait de lui le suspect numéro un de l'attentat à la bombe du 27 juillet.

L'ancien policier, vigile au moment

des faits, a confié lors d'une déclaration à la presse avoir eu le sentiment «d'être un animal traqué» par le FBI et les journalistes qui surveillaient jour et nuit ses moindres faits et gestes, après l'attentat à la bombe qui a fait deux morts et plus de cent blessés.

Les larmes aux yeux et la voix brisée, il a affirmé avoir vécu «88 jours d'enfer» et a critiqué l'enquête menée par le FBI et la couverture médiatique des événements.

Richard Jewell, qui travaillait comme agent de sécurité au parc olympique du Centenaire, avait été traité en héros pour avoir repéré un sac suspect abandonné dans la foule pendant un concert, le 27 juillet. Il avait alerté la police et aidé à évacuer les spectateurs avant l'explosion du sac.

Mais le 30 juillet, un article du *At-*

lanta Journal-Constitution écrivait qu'il faisait l'objet d'une enquête. Et en quelques heures, son appartement était cerné par des centaines de journalistes qui sont restés sur place pendant des semaines, tandis que le FBI procédait à plusieurs perquisitions.

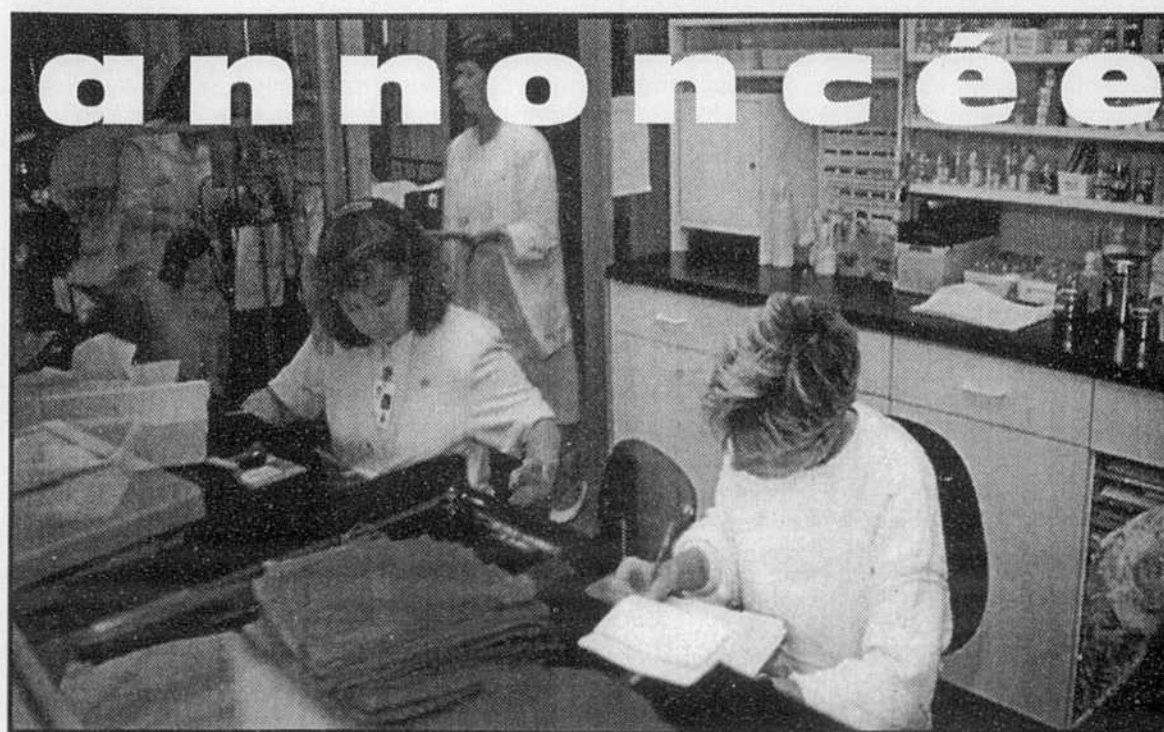
Dans une déclaration publique, le département de la Justice a reconnu que la médiatisation de l'affaire avait pu entraver l'enquête.

Certains experts ont estimé que l'attention portée sur Jewell avait détourné le FBI de pistes dignes d'intérêt.

Bien que, selon certaines informations, le FBI ait dressé une liste d'une demi-douzaine de suspects potentiels, l'auteur de l'attentat n'a toujours pas été identifié.

EN SANTÉ

c'est l'hécatombe



Les compressions budgétaires actuelles dans le secteur de la santé et des services sociaux provoqueront, de l'aveu même du ministre Rochon, l'abolition de 17 000 postes à temps plein et pourraient, en plus, entraîner une perte d'emploi pour 30 000 personnes employées occasionnelles. Cela équivaut à fermer une ville de taille moyenne. Et de nouvelles coupes de près de un milliard de dollars sont maintenant annoncées.

Pour relancer l'emploi, il faut non seulement en créer des nouveaux, mais aussi garder à l'ouvrage les personnes qui le sont déjà et qui rendent des services essentiels. C'est une simple question de bon sens.

Conjuguons nos efforts.
L'URGENCE, C'EST L'EMPLOI.

Peut-on sérieusement prétendre donner un élan à l'économie en privant des milliers de personnes de leur emploi? Peut-on réduire à ce point le personnel et soutenir que les services ne seront pas affectés?

CEQ

É D I T O R I A L

Clinton, Janus politique

François Brousseau

Clinton l'affreux opportuniste qui pige sans vergogne dans le programme de ses adversaires. Clinton l'homme souple qui apprend intelligemment de ses erreurs et rebondit admirablement. Plusieurs interprétations sont possibles pour comprendre cet homme énigmatique qui sera vraisemblablement ré-élu, dans une semaine, président des États-Unis d'Amérique.

Bill Clinton veut plaire. C'est l'obsession, la raison de vivre de ce politicien. Le paradoxe, c'est que même si les Américains se préparent à le réélire dans une semaine, ce sera malgré leurs doutes sur la personnalité du président, et malgré l'image plus positive qu'ils ont de Bob Dole comme «honnête homme». Un Bob Dole qui risque néanmoins, si les sondages voient juste, d'essuyer l'une des défaites les plus spectaculaires de l'histoire lors d'une présidentielle américaine.

Clinton l'homme à la morale élastique, le Don Juan impénitent qui prêche les valeurs familiales, dont l'idéologie principal en matière de «Travail-Famille-Patrie», le conseiller Dick Morris, a été surpris dans les bras d'une prostituée, en est arrivé à faire oublier toute considération sur sa conduite personnelle.

Il n'est pas dit cependant que lors de son second mandat, cet aspect des choses — qui comprend également la controverse sur la gestion de son patrimoine privé, et notamment l'affaire Whitewater — ne reviendra pas le hanter. Surtout si la justice autorise finalement en 1997, ce qui semble très possible, une certaine Paula Jones à le poursuivre pour harcèlement sexuel...

Certes, dans ce pays réputé puritain, le recul du facteur «moral» — les bonnes mœurs d'un politicien comme élément de décision électorale — apparaîtra à plusieurs comme un progrès. Mais ce Clinton privé qui fait le contraire de ce que préconise l'homme public, renvoie tout à fait au politicien roué pour qui la politique se résume entièrement à la tactique, à la récupération systématique des discours en vogue, et plus généralement à l'art de survivre. Peu importent les programmes, peu importent les idéaux, peu importent les déclarations passées...

Le Clinton des deux premières années paraissait encore animé d'un certain idéalisme et d'un volontarisme programmatique issu de l'esprit du *New Deal*. Poussé notamment par sa femme Hillary, il voulait sincèrement doter l'Amérique d'un système de santé universel semblable à ce qui existe ailleurs en Occident. Devant la résistance opiniâtre du Congrès — un Congrès, soit dit en passant, antérieur à celui nettement plus à droite qu'alliaient dominer les républicains à partir de l'automne 1994 —, il baissa pavillon... avant de rebondir d'une façon remarquable.

Le Clinton de la seconde moitié de son mandat a accusé le coup du triomphe républicain aux législatives du *mid-term*, et tiré les leçons de cet échec. En politique intérieure, cela aboutira à la volte-face spectaculaire de l'été 1996 sur l'aide sociale, qui vit le président approuver avec enthousiasme les coupes les plus importantes jamais opérées dans le *Welfare* américain depuis les années 30.

La façon dont Bill Clinton, au cours des deux dernières années, a retourné en sa faveur à peu près tous ses revers, inspire tout à la fois l'admiration et une certaine perplexité devant ce qu'est devenue aujourd'hui la chose politique.

Admiration, parce que tout cela dénote une faculté d'adaptation, une souplesse, une capacité d'apprendre de ses erreurs, qui sont tout de même remarquables. Mais perplexité parce que cet homme pour qui la formule «Plaire à tout

prix» est devenue un *leitmotiv* guidant le moindre de ses gestes, peut également apparaître comme un faux-jeton sans scrupule, dénué de convictions propres, un arriviste au sens le plus fort.

Si l'on compare les programmes, qu'est-ce qui différencie aujourd'hui, sur le fond, Bill Clinton du républicain bon teint — somme toute décent et modéré — qu'est Bob Dole? Bien peu de choses, le président en exercice ayant systématiquement pigé dans le programme de ses adversaires pour désarmer ces derniers et assurer sa réélection.

Dans quelques domaines précis, il reste bien quelques différences: la lutte ouverte et déterminée que mène Clinton contre le lobby du tabac; des nuances importantes dans le domaine des mœurs (droit des homosexuels, avortement) et du contrôle des armes à feu; quelques velléités interventionnistes en faveur de la protection de l'environnement...

Pour le reste, on peut affirmer que les programmes sont virtuellement interchangeables, participant également de l'antiétatisme ambiant et du ronron consensuel «Travail-Famille-Patrie».

Pratiquement absente du débat électoral, la politique étrangère illustre à merveille la présence de la forme sur le fond dans l'action de Bill Clinton. Dans ce domaine, les deux principaux «faits d'armes» du président durant la période 1993-1996 ont pour noms: Haïti et Bosnie-Herzégovine.

On associe en effet la présidence Clinton au retour au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide — président légitimement élu d'Haïti en 1990, victime d'un putsch en 1991 — et aux accords de Dayton qui ont fourni un cadre à l'après-guerre bosniaque.

«Ramener la paix» en Bosnie, fût-ce au prix d'une partition *de facto* de ce pays, hypocritement enveloppée dans un discours unitariste, c'était d'abord et avant tout montrer, en décembre 1995, un président Clinton entouré d'ex-belligérants reconnaissants se serrant la main et signant des papiers; avec une couverture médiatique maximale. Une immense, une gigantesque *photo op*.

Ramener Jean-Bertrand Aristide dans son fauteuil présidentiel à Port-au-Prince obéissait à des préoccupations semblables, quoi qu'il y ait eu, dans ce cas, le problème spécifique des *boat people*, qui impliquait des considérations nationales sur l'immigration et l'accueil aux réfugiés.

Peut-on déduire de ce type d'intervention une nouvelle orientation claire dans la politique étrangère américaine? Non: improvisation tactique, réponse instantanée aux demandes médiatiques, besoin conjoncturel de flatter l'égo national et de montrer ses muscles — par exemple en lâchant quelques bombes sur l'Irak, sans qu'une orientation politique précise n'en découle pour autant —, telles étaient, telles restent les motivations de cette administration dans ses interventions sur la scène mondiale.

Le triomphe annoncé de Bill Clinton la semaine prochaine conserve quelque chose de mystérieux. Peut-être incarne-t-il, au fond, mieux que quiconque ce qu'est devenue la politique à l'ère postmoderne: un mélange de bons sentiments et de bonnes formules qui savent capter «l'air du temps» par un usage systématique des sondages, tout en dissolvant habilement les oppositions et les controverses qui ennuient ou angoissent inutilement le public.

Arriviste

opportuniste?

Politicien intelligent

sachant rebondir?

Énigmatique

Bill Clinton.

LE PATRIOTE DE L'ANNÉE...



L'industrie de la politique américaine

Washington — Quand Alexis de Tocqueville se rendit aux États-Unis dans les années 1830 pour pouvoir expliquer aux Français la nature de la démocratie américaine, il parla de l'activité locale. Les Américains, disait-il, s'impliquent dans les affaires de leur communauté. Ils sont engagés. Ils ont un sentiment d'appartenance.

«En Amérique, plus encore qu'en Europe, il n'y a qu'une seule société», écrivait-il en 1831. «Elle peut être riche ou pauvre, humble ou brillante, commerçante ou agricole, mais elle se compose partout des mêmes éléments. Le niveau d'une société égale a passé sur elle. L'homme que vous avez laissé dans les rues de New York, vous le retrouvez au milieu des solitudes presque impénétrables: même habillement, même esprit, mêmes habitudes, mêmes plaisirs.»

Il y a encore du vrai dans cette observation, 165 ans plus tard: la culture de la télévision et du centre commercial a fait en sorte qu'on peut en effet vérifier ce que de Tocqueville voyait comme des ressemblances nationales: «même habillement, même esprit, mêmes habitudes, mêmes plaisirs».

Les casquettes de baseball tournées à l'envers, le cynisme généralisé, les repas chez McDonald's, les téléromans populaires et les mêmes films dans des Cineplex identiques...

En effet, du Connecticut à l'Ohio, de l'Illinois à la Georgie, j'ai vu moi aussi une seule société.

Mais c'est une société qui se parle beaucoup moins que celle décrite par de Tocqueville. Et la campagne électorale, qui se termine mardi prochain, est le reflet de cette fragmentation et de cette isolation.

De plus en plus, on n'y fait pas de porte à porte pendant les campagnes électorales, comme c'est toujours le cas chez nous. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, ce n'est pas efficace. Quand le taux de participation des

électeurs gravite autour de 50 % — 55 % en 1992 et 39 % en 1994 —, c'est une perte de temps que d'organiser une campagne autour d'une telle mobilisation. Mais il y a une raison plus profonde: on peut être rébarbatif à frapper chez quelqu'un. Les gens répondent de moins en moins aux visiteurs qui ne sont pas attendus. Qui sait ce qui peut arriver? Et qu'est-ce que cela donnerait?

Ainsi, les gens qui allaient traditionnellement cogner aux portes — les vendeurs de revues, ceux qui demandent la charité, qui recueillent des fonds pour les fondations des maladies du cœur ou du cancer, ou qui appuient la télévision publique — ne sollicitent plus directement leurs voisins. Tout ce travail, qui mobilisait des milliers de bénévoles dans le passé, se fait maintenant par téléphone.

Souvent, la campagne téléphonique est reliée à la télévision. Un produit est vendu aux téléspectateurs, qui n'ont même pas besoin d'aller au centre commercial: ils peuvent composer un numéro 800 et commander un produit qui sera livré chez eux le lendemain.

C'est la même chose pour les campagnes électorales. Les grands rallyes d'autrefois continuent d'exister, non pas pour convaincre ceux qui se déplacent pour aller voir le candidat, mais pour deux raisons particulières: la présence de Bill Clinton ou de Bob Dole dans une région ou une petite ville lui vaudra une couverture à la une du journal local, et l'enthousiasme des partisans fournira un décor pour le topo à la télévision.

Puis, c'est l'information démographique provenant du recensement — les statistiques du revenu, de l'âge et de la famille — qui permet à une campagne politique d'identifier sa cible: les mères qui travaillent, par exemple, ou les hommes blancs. La sophistication de l'analyse démographique permet aux organisateurs politiques d'identifier très précisément les électeurs auxquels ils veulent s'adresser.

Tout cela coûte cher. Il ne s'agit plus de demander à une bande d'amis d'élaborer les mécanismes nécessaires pour sonder un district, identifier les préoccupations des électeurs clés et préparer les messages pour les rejoindre. Les bénévoles d'autrefois ont été remplacés par des consultants et des experts professionnels pour chaque aspect d'une campagne.

Il y a des professionnels pour la recherche, car chaque organisation scrute en profondeur l'adversaire afin de pouvoir attaquer son programme ou son bilan. Une spécialiste de la recherche sur le camp adverse (ce qu'on appelle «Oppo», pour opposition, dans le jargon politique) m'a raconté que la première chose qu'elle fait pour un client, c'est de la recherche sur lui-même, afin qu'il puisse préparer une défense aux attaques qui viendront inévitablement de l'adversaire. Il y a des bailleurs de fonds professionnels, des sondeurs, des experts en marketing politique. C'est une industrie, la politique américaine.

Et avec les 14 000 sièges qui vont se combler mardi prochain, c'est une industrie qui se porte bien.

Il n'est pas nécessaire de chercher bien loin nos points communs avec la société américaine. Les centres commerciaux, les Cineplex, la télévision, les chaînes de restaurant: la culture américaine nous est assez familière.

Mais en politique, il y a encore de grandes différences. Le système parlementaire exige que la campagne d'un candidat soit subordonnée à celle du parti, car un député n'a aucune marge de manœuvre en comparaison avec un représentant ou un sénateur américain.

De plus, nos lois sur le financement des partis politiques ne permettent pas les excès qui sont la norme aux États-Unis. Au Québec, la fameuse loi 2 de René Lévesque a forcé les partis à élargir leur base d'appuis financiers.

En tout cas, chez nous, on ne craint pas le porte-à-porte pour convaincre ses voisins d'appuyer un candidat politique. Du moins, pas encore.

LETTRES

Pour l'école privée!

Chaque matin, je lis *Le Devoir* et c'est pour moi une habitude agréable qui égale mon quotidien, qui est un rituel perpétuel dont je ne me lasse pas.

Ce matin, le 15 octobre, l'article intitulé «L'école privée sur le pied de guerre» suscite dans mon esprit la réflexion. Cet article ne me laisse pas indifférent.

Comme ancien élève des écoles privées, je suis satisfait de mes études secondaires et collégiales.

Dans ma famille, les études et la culture sont combien importantes pour la formation et l'éducation de l'individu.

Et comme mes parents sont très religieux, il était de mise que je fréquente des écoles privées sous la tutelle des pères et des prêtres.

Selon moi, les maisons d'enseignement privé sont riches en connaissances académiques et propices au développement humain de l'élève et de son intellect.

A n'en pas douter, elles véhiculent des valeurs religieuses et humanistes. A mon humble avis, les écoles privées procurent un meilleur encadrement aux étudiants, une plus grande discipline et des exigences sévères pour la sélection des élèves. Dans certains collèges, c'est l'élite in-

tellelle qui est admise.

Comme étudiant, je garde de bons souvenirs des séminaires Salésien et de Sherbrooke.

De belles et merveilleuses années qui ont marqué mon adolescence tant sur le plan scolaire que sportif!

Yves Préfontaine
Sherbrooke, 15 octobre 1996

L'inégalité des races

L'article du professeur Jean-R. Beaudry paru dans *Le Devoir* du 1^{er} octobre dernier «à propos de l'inégalité des races» était fort intéressant et ses intentions, louables: «Les génies qui sont nés dans la jungle se sont réalisés autrement que ceux de l'Occident», écrit-il.

Il dénonce les racistes lepénistes qui posent des hiérarchies entre les groupes humains en utilisant des critères qui, en partant, avantageront le groupe des «Blancs», jugé supérieur.

Mais le professeur Beaudry persiste à voir l'humanité découpée selon des catégories raciales, méthode désuète qui relève d'une biologie dépassée.

Déjà l'Unesco, en 1965, réunissait des spécialistes du monde entier (généticiens, biologistes et an-

thropologues) pour faire le point sur la question des «races humaines».

Ils ont conclu que le concept de race est inapplicable à notre espèce. La raison en est bien simple: l'histoire de l'humanité est constituée de migrations et de métissage. Il n'y a pas (ou peu?) de peuples isolés qui se reproduisent en vase clos, pendant une longue période de temps, condition *sine qua non* à la formation d'une race. De proche en proche, nous sommes maintenant six milliards à occuper toute la surface de la Terre en un vaste *continuum*.

Où mettre des frontières biologiques?

Nous n'essayons pas d'être *politically correct* en affirmant qu'il n'y a pas de races humaines.

C'est une réalité objective qui tombe sous le sens lorsqu'on étudie la question de près.

Un bon moyen de lutter contre l'idéologie lepéniste ne serait-il pas de démontrer que son concept central, la «race», est inopérant lorsqu'on l'applique à l'espèce humaine?

Louise Lapierre
Anthropologue, enseignante et ancienne élève de M. Beaudry
Montréal, 16 octobre 1996

À PROPOS

...d'abandon scolaire et de conditions de vie

Sur le plan sociodémographique, il a été constaté que, généralement, les élèves qui abandonnaient leurs études secondaires:

■ appartenaient à une famille biparentale dont le père était sans emploi au moment de l'abandon (14 % contre 7 % chez les diplômés) ou avait un emploi de faible revenu (55 % contre 40 % chez les diplômés); il en était de même en ce qui concerne l'emploi de la mère (30 % contre 24 %, d'une part; 12 % contre 7 %, d'autre part);
■ venaient de familles monoparentales, père ou mère

unique (25 % contre 12 % chez les diplômés);
■ n'avaient vécu avec aucun de leurs deux parents durant leur dernière année d'école (13 % contre 5 % chez les diplômés);
■ avaient des parents dont le niveau d'instruction était faible (45 % contre 32 % chez les diplômés);
■ avaient charge d'enfants (27 % contre 4 % chez les filles diplômées et 7 % contre 1 % chez les garçons diplômés).
Avis à la ministre de l'Éducation, Conseil supérieur de l'éducation, automne 1996.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAFON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCEQUEDOIS

I D É E S

Pour le développement du Québec

L'essentielle alliance de l'économie et du social

La cure d'amaigrissement appliquée aux dépenses publiques ne signifie pas que le gouvernement renonce au rôle que doit jouer l'État

BERNARD LANDRY

Vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances du Québec

Devant les choix parfois déchirants auxquels est confronté notre gouvernement dans cette période difficile, on a tendance à opposer l'économie et le social, et ceux qui sont appelés à les incarner. Il s'agit là d'un mauvais réflexe hérité d'une époque révolue. L'économie et le social ne sont pas antinomiques, ils sont complémentaires. En fait, ces deux branches, nécessaires au développement de notre société, découlent d'une seule et même politique.

La politique de ce gouvernement est celle d'un parti résolument social-démocrate, avec ses aspirations, ses convictions et ses projets de réformes progressistes, qui a été mandaté par la population du Québec pour mener une gestion responsable de l'État à un moment particulièrement critique. D'autant plus critique que la crise des finances publiques a été exacerbée par près de dix ans de laisser-aller de nos prédécesseurs libéraux qui, contrairement à la quasi-totalité des gouvernements du continent, n'ont pas contrôlé la hausse des dépenses, et que cette crise a été aggravée par des compressions de transferts sans précédent de la part de leurs grands frères fédéraux. L'effet cumulé des compressions dans les transferts d'Ottawa depuis 1982 représente cette année un manque à gagner de 3,2 milliards de dollars dans notre budget. Sans ce pelletage, nous serions à toutes fins utiles au déficit zéro.

Malgré cette situation extrêmement inconfortable, notre compassion pour les plus démunis, les chômeurs et les exclus doit guider nos gestes, tout autant que la poursuite de la responsabilité financière. La politique du gouvernement n'est donc pas contradictoire. Elle vise le juste équilibre entre les ressources affectées à soulager les misères humaines et celles qui doivent favoriser la création d'emplois, afin de renforcer le Québec.

Finances publiques et programmes sociaux

Notre social-démocratie a pour souci principal d'assurer l'égalité des chances à toutes les citoyennes et à tous les citoyens du Québec. Pour y arriver, on a tissé un filet de sécurité sociale touchant les besoins fondamentaux en matière de santé, d'éducation et de revenu, principalement. Or, dans la situation actuelle, pour chaque dollar de dépenses, près de 20 ¢ sont affectés au seul remboursement des intérêts sur la dette, soit un montant de plus de six milliards pour la seule année en cours, ce qui ne se prête pas à une expansion de la protection sociale. Cela nous commande plutôt de consolider ce filet afin d'empêcher que la crise des finances publiques ne l'emporte, par lambeaux ou en bloc.

Toute la politique budgétaire du gouvernement vise donc à dégager une marge de manœuvre pour continuer d'être en mesure d'assumer nos responsabilités sociales, tel que le stipule le programme du Parti québécois. La réduction du déficit n'a jamais été un objectif en soi. L'assainissement des finances publiques n'est pas le projet central du gouvernement et encore moins un projet de société. C'est pour améliorer le bien-être des Québécoises et des Québécois qu'on doit remettre de l'ordre dans nos



Bernard Landry: «Payer ses impôts est un geste social et tous doivent acquitter leur dû.»

finances, que ce soit pour développer l'emploi, réduire la ponction fiscale ou maintenir et développer de nouveaux programmes sociaux. D'ailleurs, on n'a pas gelé ou renoncé pour autant à toute réforme. À preuve, l'instauration d'un régime d'assurance-médicaments qui couvrira 1,2 million de Québécoises et de Québécois jusqu'ici oubliés. À preuve, un projet amélioré d'équité salariale qui contribuera efficacement à redresser une discrimination que l'on ne pouvait plus tolérer. À preuve, le budget du 9 mai dernier, un budget social-démocrate, qui n'affecte personne dont le revenu net est inférieur à 25 921 \$.

D'autres choix étaient possibles et ont été faits ailleurs. En Ontario, par exemple, les réductions massives de taxes annoncées ont été rendues possibles par des compressions additionnelles dans les dépenses sociales. Bref, on a enlevé aux plus pauvres pour financer des baisses de taxes qui profitent surtout aux plus riches.

À l'inverse, la lutte que nous avons décidée quant à nous de mener contre le travail au noir et l'évasion fiscale relève de notre conviction que payer ses impôts est un geste social et que tous doivent acquitter leur dû. L'équité dans l'effort d'assainissement commence par la justice fiscale.

Cependant, de la même façon que le gouvernement ne repousse pas les réformes urgentes, il est bien déterminé à mener à terme l'élimination du déficit, qui est un passa-

ge obligé. Le rythme de réduction du déficit demeure de 3,2 - 2,2 - 1,2 en milliards pour cette année et les deux suivantes, de sorte qu'on atteindra le déficit zéro en 1999-2000. Les compressions budgétaires nécessaires seront faites, autant parce qu'il serait immoral de repousser le fardeau de nos dépenses courantes aux générations futures que parce que nous n'avons pas le choix: non seulement on nous ferait payer plus cher nos emprunts pour financer le déficit, mais on risquerait fort de ne plus vouloir nous prêter du tout, comme c'est arrivé en Nouvelle-Zélande et ailleurs, si l'irresponsabilité fiscale devait prévaloir.

Le rôle de l'État

La cure d'amaigrissement qu'on applique aux dépenses publiques ne signifie pas par ailleurs que le gouvernement renonce au rôle que doit jouer l'État et à son intervention dans le développement économique et social. Nous croyons toujours au modèle québécois qui, en plus d'être caractérisé par le dialogue entre les agents économiques, fait une place non négligeable aux outils économiques que se sont donnés collectivement les Québécoises et les Québécois.

Ainsi, la Société de développement industriel (SDI), la Société générale de financement (SGF), la Caisse de dé-

pôt et de placement, de même que la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM), par exemple, continueront de façon plus ciblée à épauler les projets des créateurs d'emplois québécois. Le gouvernement continuera à privilégier le développement des entreprises de haute technologie grâce au crédit d'impôt en R-D, qui connaît un succès retentissant et qui assure une place enviable au Québec dans la nouvelle économie. L'ère des subventions directes aux entreprises est cependant révolue, sauf exception rarissime. Puisque, dans ce domaine non plus, ce n'est pas le temps de procéder à une expansion des dépenses de l'État. C'est par des moyens moins coûteux et plus efficaces que le gouvernement interviendra de plus en plus, notamment par des garanties de prêt ou par des prêts remboursables, ou encore par de nouvelles formules de partenariat. Avec des budgets limités, l'effet de levier dans l'économie est ainsi décuplé.

Dans ces conditions et en toute logique, il n'est pas question de relancer l'économie et l'emploi par un plan d'action qui ferait appel à la dépense publique, au-delà de ce qui existe déjà. En fait, l'élimination du déficit, avec toutes ses retombées positives, constitue un élément fondamental d'une politique de l'emploi.

Les perspectives

Le gouvernement entend poursuivre les projets de réforme contenus dans le programme du Parti québécois. Sa priorité doit précisément consister à se donner une marge de manœuvre pour être de nouveau en mesure d'opérer à un rythme satisfaisant le véritable développement d'ensemble, à la fois économique et social, du Québec.

En attendant, bien sûr, il nous faudra «prioriser» les réformes les plus urgentes et dont le coût est abordable. Et encore, d'une façon intelligente, c'est-à-dire en faisant appel à une réorganisation des façons de faire et à une réaffectation des ressources, la plupart du temps. Le calendrier budgétaire nous annonce 18 mois de compressions suivis d'une autre période d'égale durée de gel des dépenses. Ce n'est qu'alors qu'on pourra véritablement, de façon responsable, compléter le filet de protection sociale.

Solidarité et responsabilité

Comme le disait si justement le premier ministre lors de la Conférence socioéconomique de mars, tous ont intérêt à ce que le Québec retrouve le chemin de la prospérité. Les fédéralistes comme les souverainistes, les patrons comme les syndicats y trouveront leur compte. Car, en définitive, les gens n'existent pas en fonction de l'économie, c'est l'économie qui doit être mise au service des gens.

L'exercice de l'assainissement des finances publiques met la société québécoise à rude épreuve. Si on veut laisser un héritage aux générations futures, ce devrait être celui d'avoir solidairement pris nos responsabilités. Le legs de dettes et de déficits que nous a fait une certaine coalition fédéralo-libérale est un test ultime de notre détermination, nous qui sommes le parti de la responsabilisation, de la prise en main de notre destinée, de la souveraineté.

Grâce au leadership de Lucien Bouchard, nous avons confiance de réussir ce test ultime. Et le Québec pourra alors, une fois rétablie sa santé économique et financière, briser le cercle vicieux de l'incertitude politique de la seule façon possible, soit en accédant à la souveraineté. Et, s'ils optent pour la souveraineté, quel meilleur cadeau les Québécoises et les Québécois pourrout-ils s'être donné que d'entrer dans le concert des nations avec des finances en ordre.

Rapport de la commission des États généraux sur l'Éducation

Le «courage» des commissaires

La véritable audace aurait consisté à recommander que l'on sorte des écoles les religions dominantes d'aujourd'hui: le marché et les sectes

JEAN LAROSE

Université de Montréal

Plusieurs observateurs ont cru pouvoir saluer, en dépit d'une déception sur l'ensemble, le «courage» du récent rapport des États généraux sur l'Éducation aux chapitres de la déconsecration et de l'école privée. Je voudrais ici montrer que ce rapport est mauvais là-dessus comme sur presque tout le reste.

C'est dans les années soixante, au temps du Mouvement laïque de langue française, qu'il y avait du courage à demander de «sortir la religion des écoles». Aujourd'hui, politiquement, c'est tout simplement dire comme le gouvernement, comme tous ceux qu'agace l'anachronisme constitutionnel qui fait obstacle à la francisation des immigrants. Mais moralement, c'est tirer sur une ambulance.

Les églises sont vides, les communautés religieuses agonisantes ou fermées. J'entends l'autre jour cette plaisanterie «courageuse» sur un poste de radio (que je ne nommerai pas): «C'est quoi la couleur des poils blancs de la poche du pape?» Cet humour d'un goût exquis continuait ainsi pendant une heure. On imagine le scandale si le centième de ce qui se diffuse contre les catholiques au Québec était proféré contre les juifs ou les musulmans! Je suis athée, mais l'unanimité de cette rage antichrétienne m'écoeure, parce qu'étant sans risque, sans objet, elle masque notre lâcheté d'affronter les vrais obstacles.

Le vrai courage, pour les États généraux, la véritable audace aurait consisté à recommander qu'on sorte des écoles les religions dominantes d'aujourd'hui: le marché et les sectes. Ce n'est pas le catholicisme qui empêche les étudiants d'étudier, c'est le marché, qui en fait des consommateurs avant qu'ils sachent lire. L'opium du

peuple aujourd'hui, ce n'est pas le catholicisme, c'est Jojo Savard; la puissance occulte qui pourrait saper l'État, ce n'est pas le Vatican, c'est le Temple solaire.

Gary Caldwell, commissaire dissident, a raison: «Nous ne possédons pas encore de «religion civique» comparable à celle des Français ou des Américains.» Dans ces conditions d'indigence de toute culture républicaine, la recommandation du rapport que l'école «élaborer des contenus d'enseignement culturel en rapport avec le phénomène religieux» — ce qui ne veut strictement rien dire — ouvre en fait la porte aux sectes. Une secte, c'est la religion moins la raison et l'humanisme. Ce qui manque justement le plus, comme par hasard, aux sciences de l'éducation.

Sur l'école privée, le «courage» des États généraux est encore plus navrant. On ne s'y demande pas pourquoi tant de parents — et des plus progressistes et «de gauche» — envoient leurs enfants à l'école privée. On veut seulement les leur enlever, dans un geste de pur ressentiment contre eux, parce qu'ils ont plus que les autres.

Le rapport ne veut tout simplement pas regarder la réalité en face: les gens (souvent de simples travailleurs, comme le remarque un commissaire dissident) envoient leurs enfants à l'école privée parce qu'ils ne veulent pas que leurs enfants deviennent médiocres, apprennent

français-là, soient abrutis par des pédagogies aberrantes qui font 40 % de décrocheurs. Les gens envoient leurs enfants à l'école privée parce qu'ils croient que l'école privée est la dure école et que l'école publique est gangrenée par des pédagogies de complaisance qui, pour préparer les enfants à affronter une société de loups, les élève comme des moutons. Que l'école publique s'impose à elle-même les exigences de l'école privée et après, après seulement, elle pourra en appeler contre ceux qui la fuient. Le vrai courage aurait été pour le rapport de formuler ces dures exigences, d'exiger no-

tamment que tout professeur, pour l'être, pour le rester, ait à réussir des examens difficiles dans sa matière.

En vérité, s'il fallait que nos médecins soient formés comme nos enseignants, plus personne ne voudrait se faire soigner par eux. Le chapitre du rapport intitulé «Soutenir les principaux acteurs en vue de la réussite éducative» (sic) parle de formation des maîtres: on y expédie en une ligne l'exigence d'une «excellente culture générale» et de «bonnes compétences dans la discipline enseignée» (remarque le pluriel à «compétences» et ne pas confondre avec la compétence). Puis, longuement, c'est le sermon, l'appel aux «progrès récents dans le domaine de la psychologie cognitive», à «une excellente formation en psychopédagogie pour garantir la connaissance des processus cognitifs», «la maîtrise des stratégies de gestion de classe». Chacun sait pourtant qu'il y a d'excellents professeurs qui ne savent rien de ces niaiseries, et de détestables qui ont un diplôme en «apprentissage des habiletés». À l'Université de Montréal, c'est un sujet constant de plaisanterie entre les professeurs que le jargon de ces soi-disant «sciences» de l'éducation, faculté dont l'incompétence en matière d'éducation n'a d'égale que la puissance de nuire à toute véritable formation. Dieu et le gouvernement nous gardent de la recommandation du rapport «qu'une formation en psychopédagogie devrait faire partie des critères d'embauche à l'enseignement postsecondaire»! La partie du système d'éducation qui échappe encore à ces tyrans passerait ainsi sous leur joug.

À aucun moment le rapport ne fait l'analyse des causes de tant d'échecs du système d'éducation. Dans tout autre domaine, économie, justice, dans le sport même, on aurait recherché des responsables. Où est la partie du rapport qui critique les pédagogues? Il n'y en a pas. Il recommande au contraire qu'on leur confie encore plus de responsabilités!

L'éducation est une chose trop grave pour être laissée aux pédagogues. Ceux-ci ne sont pas majoritaires parmi les commissaires, mais leur philosophie domine tout le rapport, ce qui se remarque aussitôt à son style, ce jargon qui défigure le français comme une maladie de langue qu'il faut attraper pour entrer dans la profession d'enseignant au Québec. Le vrai courage aurait consisté à recommander l'abolition des facultés de sciences de l'éducation. Les faux savoirs qu'on y propage, la pauvreté intellectuelle

le érige systématiquement en critère d'authenticité, les absurdités d'un jargon qui donne les apparences du sérieux à des conceptions loufoques, on n'en finirait plus de définir les raisons de renverser cette imposture qui a causé à la nation d'incalculables dommages. Le véritable empêchement à l'éducation, le vrai danger est là, depuis que les pédagogues ont remplacé les prêtres. Ceux qui tiennent en otage la jeunesse, le ministère et presque toute l'université, ceux qui définissent les programmes et forment les maîtres, ceux qui président encore eux-mêmes aux réformes qu'exigent continuellement, depuis trente ans, les désastres successifs de leurs politiques ne pouvaient pas, on le comprend, produire un rapport courageux. Ils ne pouvaient, encore une fois, que dire que c'est la faute des autres, de l'Église, du privé, pour détourner l'attention de leur écrasante responsabilité.

Le Québec piétine. Il faudrait un tel courage à cette nation pour qu'elle s'attaque vraiment aux problèmes qui la paralysent qu'on en désespère. Oui, qu'ils sont nombreux autour de moi, autour de vous, ceux qui, certains jours, désespèrent du Québec. Cette histoire, cette situation, unique, cette singularité culturelle, cet hybride des meilleures qualités anglaises et françaises, qui pourraient donner une nation américaine d'un type inédit, et au lieu de l'épanouissement ces blocages, constitutionnels, intellectuels, éducationnels, qui nous figent à la porte d'un destin souverain, que nous n'arrivons ni à franchir ni à réformer.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francœur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut; Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-Pierre LeGault, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutras, Claude Lévesque, Jean Pichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Sylviane Tramier (adjointe au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Jocelyn Coulon; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Gyslain Côté, Marielle Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guylaine Ouellet, Micheline Ruellan (publicitaires); Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Francine Ouellet (secrétaire); LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida. **SERVICE À LA CLIENTÈLE** Johanne Brien (responsable), Evelyn Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. **L'ADMINISTRATION** Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Laffleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. **LE CONSEIL DU DEVOIR INC.** Yves L. Duhaime (président). **LA FONDATION DU DEVOIR** Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

